Séance d'ouverture

Salle : Lyon 2
Grand Amphithéâtre
4 bis, rue de l’Université - 69007 Lyon

Mardi 14 novembre 2023 - 09:30 - 10:30

Président : Pascal Le Merrer (Directeur Général des Journées de l'économie)

Participants : Emmanuelle Assouan (Directrice Générale de la Stabilité Financière et des Opérations et Présidente du Centre sur le Changement Climatique de la Banque de France) ; Emeline Baume (1ère Vice-présidente de la Métropole de Lyon à l’Économie, emploi, commerce, numérique et commande publique) ; Andrea Joss (Membre du Directoire, Caisse d’Epargne Rhône Alpes)

Présentation :

Pour cette 16ème édition des Jéco nous nous interrogerons sur « comment surmonter nos fragilités » en commençant par vous donner la parole au moyen d’un micro-trottoir autour de trois sujets : quel est l’impact de l’inflation sur votre quotidien ? Que peut-on faire pour lutter contre le dérèglement climatique ? Que pensez-vous du rôle de l’Europe ?

Comment enfin réussir les politiques publiques

Salle : Lyon 2
Grand Amphithéâtre
4 bis, rue de l’Université - 69007 Lyon

Mardi 14 novembre 2023 - 10:30 - 12:30

Modérateur / Modératrice : Alexandra Bensaid (Journaliste, France Inter)

Participants : Christine Erhel (Professeure d'économie, CNAM & Directrice, Centre d'Etudes de l'Emploi et du Travail) ; Philippe Martin (Doyen de l'Ecole d'affaires publiques, Professeur au département d'Economie, Sciences Po et Vice-

Président, CEPR) ; Thierry Pech (Directeur Général, Terra Nova) ; Alexandra Roulet (Professeur d'économie, INSEAD) ; François Villeroy de Galhau (Gouverneur, Banque de France & membre du Conseil des Gouverneurs, BCE)

Présentation :

Nos concitoyens sont majoritairement insatisfaits des politiques publiques mises en place par l'Etat par exemple dans les domaines de l'environnement, de l'enseignement, de la santé ou du social. Au-delà de la question des montants alloués, les processus de diagnostic, d'implication des citoyens et des parties prenantes, de décision et de mise en œuvre paraissent grippés. Cela produit un sentiment de décalage entre les annonces de réforme et leur mise en œuvre. L'évaluation des politiques publiques reste encore, malgré des progrès, trop peu développée. Comment expliquer cette situation ? Quelles contraintes d'ordre politique, sociologique, juridique sont à l'œuvre ?

La Banque de France a sélectionné pour vous :

* Aides au logement, un moindre effet haussier sur les loyers si l'offre s'ajuste par Céline Grislain-Letrémy Corentin Trevien, Bloc-notes Éco, Janvier 2023

* Accélérer les procédures de restructuration en réponse au Covid-19 ? par Chloé Zapha, Bloc-notes Éco, Décembre 2020

* La dualité du marché du travail en France par Clémence Berson, Bloc-notes Éco, Décembre 2017

* Le travail des femmes pendant la crise de la Covid-19 par Clémence Berson, Bloc-notes Éco, Mars 2021

* Peut-on dynamiser la croissance en France ? par Rémy Lecat, Bloc-notes Éco, Juillet 2017

* Les métros : un facteur d'attractivité internationale des villes ? par Pierre-Henri Bono Quentin David Rodolphe Desbordes Loriane Py, Bloc-notes Éco, Mai 2018

* L'infrastructure TGV, facteur de compétitivité pour les entreprises ? par Claire Lelarge, Bloc-notes Éco, Mai 2017

Oeconomicus a sélectionné pour vous :

* À venir : entretien avec Pierre Boyer (Professeur d'économie à l'Ecole Polytechnique et nominé du Prix du Meilleur jeune économiste français 2023, décerné par le Cercle des économistes et le journal Le Monde) sur les questions de contraintes et faisabilités politiques dans l'élaboration des politiques publiques, ainsi que le degré de consentement des citoyens envers l'impôt

* Comment les entreprises manufacturières françaises se sont-elles adaptées aux chocs énergétiques ? – Conversation avec Philippe Martin, Professeur d'économie à Sciences Po Paris

* De l'Homo Oeconomicus à Homer Simpson, les apports de l'économie comportementale à la théorie du consommateur et à la conception des politiques publiques

* Impôt et cognition : un possible apport à la fiscalité environnementale

Venez jouer au tour du propriétaire (Conf. OFF)

Manifestation Jeco off
Salle : Banque de France 4 bis Cours Bayard, 69002 Lyon
Mardi 14 novembre 2023 - 14:00 - 18:00

Participants : Miriam Teschl (Maîtresse de conférences, EHESS - Aix-Marseille School of Economics) ; Alain Trannoy (Directeur d'Etudes à l'EHESS, Aix-Marseille School of Economics)

Présentation :

Le jeu du Monopoly est l'un des plus célèbres jeux de société. Ce qu'on sait moins, c'est que sa conception de base est reprise d'un jeu inspiré par une utopie économiste du XIXe siècle, le Georgisme, du nom d'Henry George. Celui-ci voulait combattre la spéculation foncière en instaurant une taxe sur ce que rapporte le sol, le loyer foncier. Une disciple d'Henry George, Elizabeth Maggie, a une l'idée de faire comprendre l'idée d'Henry George à travers un jeu de société. Nous avons repris cette idée en l'actualisant au contexte urbain Lyonnais, et en incorporant différents éléments qui tout en conservant la structure de base du jeu du Monopoly permettent aux joueurs de réfléchir à plusieurs idées : le possible démembrement de propriété du foncier et du bâti introduit par la proposition de loi Lagleize qui existe au Royaume Uni, aux Etats-Unis et en Allemagne, le fait que le sol appartient à celui qui en offre le plus, comme dans une enchère et à la

meilleure façon de taxer l’immobilier, taxer les revenus ou le patrimoine. Un moment de détente mêlé à l’histoire des idées et à la réflexion actuelle sur la meilleure façon de gérer collectivement cette ressource si chère, le sol.

Animation par Myriam Teschl et Alain Trannoy
Session ouverte au public de 16h00 à 18h00 - Nombre de places limitées (20 personnes)

Pour participer, merci de vous inscrire directement auprès de la Banque de France en envoyant un mail aux organisateurs : laura.torres@banque-france.fr et charline.deleuze@banque-france.fr

Le grand retour du protectionnisme ? (Conf. OFF)

Manifestation Jeco off

Salle : Grand amphi de l’ENFIP
Fort Saint-Jean; 21, montée de la Butte, 69001 Lyon
69001 Lyon

Mardi 14 novembre 2023 - 14:00 - 15:30

Modérateur / Modératrice : Philippe Gineste (Directeur, Citéco)

Participants : Sarah Guillou (Directrice du Département de Recherche Innovation et Concurrence, OFCE) ; Sébastien Jean (Professeur titulaire de la chaire d'économie industrielle, CNAM)

Présentation :

Cette conférence est organisée par notre partenaire "citéco" dans le cadre du festival Off des journées de l'économie.

Les tensions commerciales initiées par les Etats-Unis à l’égard de leurs principaux partenaires avaient dès 2018 relancé les craintes d’un retour du protectionnisme après plusieurs décennies marquées par une ouverture croissante des économies et la globalisation des chaines de valeur. La pandémie de covid-19, puis la guerre

en Ukraine, ont ensuite révélé la dépendance des économies occidentales à cette fragmentation des processus de production, notamment dans les secteurs stratégiques. La relocalisation de ces activités est alors devenue un enjeu en Europe et aux Etats-Unis. Des législations allant dans ce sens ont été adoptées : Inflation Reduction Act, Chips Act aux Etats-Unis, voire la taxe carbone aux frontières de l'Union européenne.

Est-ce pour autant le signe d'un retour au protectionnisme des années 1930 ou bien faut-il plutôt y voir une évolution vers une régionalisation des chaines de valeur ?

Pour participer, merci de vous inscrire directement auprès de la Cité de l'économie en envoyant un mail à l'adresse suivante : jacques-bernard.sauner-leroy@citeco.fr (Attention, le nombre de places disponibles est limité du fait d'une forte présence de classes de lycées)

La pauvreté expliquée aux enfants

Salle : Bibliothèque Part Dieu 30 boulevard Vivier Merle - 69003 Lyon
Mardi 14 novembre 2023 - 14:00 - 15:30

Participants : Esther Duflo (Professeur d'économie au Massachusetts Institute of Technology (MIT) et prix Nobel d'économie 2019) ; Cheyenne Olivier (Illustratrice)

Présentation :

La pauvreté expliquée aux enfants » est un atelier à destination d'élèves de CE2-CM1. Il a pour objectif de discuter avec des enfants des différentes représentations que nous avons de la pauvreté, d'abattre les stéréotypes grâce à la présentation des réalités économiques. Une classe de l'école Gilbert Dru sera accueillie à la Bibliothèque municipale de Lyon Part-Dieu pour rencontrer Cheyenne Olivier, illustratrice et Esther Duflo, prix Nobel d'économie qui ont publié une série d'albums sur les questions de pauvreté à destination des enfants.

Atelier non ouvert au public

Femmes et finances

Salle : Saint-Marc
Salle Sainte-Hélène
10 rue Sainte Hélène - 69002 Lyon

Mardi 14 novembre 2023 - 14:00 - 15:30

Modérateur / Modératrice : Vincent Bignon (Chercheur conseiller sénior à la direction de la communication, Banque de France et Professeur, Université d'Aix-Marseille – école d'économie de Marseille)

Participants : Cécilia Garcia Penalosa (Directeur de recherche, Cnrs & membre, École d'économie d'Aix-Marseille) ; Pauline Gibard (Doctorante en Sciences de Gestion, Université Jean Moulin Lyon 3) ; Antoine Rebérioux (Professeur de sciences économiques, Université Paris Cité)

Présentation :

La finance a-t-elle un genre ? Sûrement, et en premier lieu celui des personnes qui y travaillent ! Mais on sait peu de choses sur les liens entre femmes et finances en dehors des stéréotypes associant les femmes à la prudence et les hommes à la prise de risque (qui sont même parfois revendiqués par les unes ou les autres). Cette session vise à faire un premier bilan des connaissances universitaires sur la place des femmes dans la finance, leur perception des questions financières et de leur impact sur la gestion des entreprises et le financement de l'activité économique.

Alors, rêvons d'un autre monde : Si les entreprises et la finance étaient dirigées par des femmes, qu'est-ce qui changerait ? Que sait-on des différences de préférences, d'attitudes ou d'actions selon le genre ? Ces différences sont-elles biologiques ou sociales, liées par exemple à des expériences de vie ou de formation différentes ?...

Monnaie ? Hiver du Crypto, Printemps du Numérique ?

Salle : MILC
Maison internationale des langues et des cultures
35 rue Raulin - 69007 Lyon

Mardi 14 novembre 2023 - 14:00 - 15:30

Modérateur / Modératrice : Marc-Olivier Strauss-Kahn (Chargé de cours, ESCP, ESSEC, Sciences Po)

Participants : Emmanuelle Assouan (Directrice Générale de la Stabilité Financière et des Opérations et Présidente du Centre sur le Changement Climatique de la Banque de France) ; Catherine Lubochinsky (Professeure d'économie, Université de Paris-Assas) ; François-Louis Michaud (Directeur général, Autorité Bancaire Européenne) ; Philippe Thevoz (Comité OCDE d'experts de la Blockchain, Vice-Président eGovernment - SICPA)

Présentation :

La formule Hiver du Crypto résume pour certains la période inaugurée en 2022 avec le resserrement des conditions financières et trois chocs déjà célèbres : l'effondrement de valeur des cryptos d'environ 2 trillions de dollars ; le crash du soi-disant stablecoin Terra ; et l'implosion de la plateforme FTX. Parallèlement, on assiste à un Printemps du numérique dans le domaine monétaire, illustré via l'étude (voire le lancement) par 75% des instituts d'émission d'une Monnaie numérique de Banque centrale (MNBC), à usage de gros (interbancaire) ou de détail (grand public).

Quelles causes et conséquences, souvent connexes, expliquent ces deux phénomènes apparemment inverses, qui créent autant de débats souvent passionnés car empreints de crainte ou d'espoirs affectant ce bien commun qu'est la monnaie ?

Un débat entre des autorités en la matière, une académique, un expert du secteur privé et le public.

La Banque de France a sélectionné pour vous :

* Paiements et infrastructures de marché à l'ère digitale, Janvier 2021

* L'Inde à la pointe des paiements numériques, David Revelin Paul Salez, Bulletin de la Banque de France, Juillet 2022

* Crypto-actifs : l'année 2022 confirme les risques identifiés par Claire Brousse Youssef Mouheb, Bloc-notes Éco, Juillet 2023

* Cryptoactifs et stabilité financière : des risques de contagion ? par Jean Barthélemy Benoît Nguyen Paul Gardin, Bloc-notes Éco, Décembre 2021

Trésor éco a sélectionné pour vous :

* Enjeux et risques des crypto-actifs par Grégoire De Warren, 30 juin 2022

Brief.Eco a sélectionné pour vous parmi ses articles :

* Dossier - L'utilisation des cryptomonnaies

Oeconomicus a sélectionné pour vous :

* L’enjeu des Crypto-Actifs : d’une monnaie une et indivisible à des actifs divers et multiples

* À venir : entretien de Pierre Person (Ancien Député et entrepreneur) sur son rapport parlementaire sur les cryptoactifs, "Monnaies, banques et finance : vers une nouvelle ère crypto"

Règlementer les plateformes numériques (Les Entretiens de l’AFSE)

Salle : Lyon 2
Grand Amphithéâtre
4 bis, rue de l’Université - 69007 Lyon

Mardi 14 novembre 2023 - 14:00 - 15:30

Président : Anne Perrot (Inspectrice générale des finances)

Participants : Jean-Noël Barrot (Ministre délégué chargé du Numérique) ; Marc Bourreau (Professeur de sciences économiques, Télécom Paris) ; Benoît Coeuré (Président, Autorité de la Concurrence) ; Benoit Tabaka (Secrétaire général, Google France)

Présentation :

Historiquement, les technologies numériques et les plateformes qui les ont développées sont venues bouleverser les modèles d'affaires traditionnels comme dans le secteur des taxis, de l'hébergement touristique ou de la grande distribution. Les plateformes étant par nature de grande taille par le jeu des effets de réseaux et des économies d'échelle, les autorités de concurrence ont été sollicitées pour traiter de nombreux cas d'abus de position dominante et créer un level playing field permettant aux acteurs de se battre à armes égales. La nécessité d'un traitement plus rapide des cas a abouti à l'adoption de deux règlements européens, le DSA et le DMA, qui introduisent de la régulation ex ante dans un domaine relevant jusque là du traitement ex post par le droit de la concurrence.
Cet état des lieux risque d'être encore une fois dépassé par la rapidité des évolutions technologiques, l'IA générative soulevant des questions nouvelles. Parmi ces questions, celle d'un modèle open access opposé à un modèle de technologies propriétaires pourrait structurer les débats sur la régulation du monde numérique nouveau lié au développement de l'IA.
Ce seront ces thèmes qui seront abordés par les participants aux Entretiens de l'économie.

Brief.Eco a sélectionné pour vous parmi ses articles :

* Dossier : ubération et travail

Trésor éco a sélectionné pour vous :

* Plateformes numériques et concurrence par DG Trésor, 26 novembre 2019

Oeconomicus a sélectionné pour vous :

* L'enjeu des Crypto-Actifs : d'une monnaie une et indivisible à des actifs divers et multiples

* À venir : entretien de Pierre Person (Ancien Député et entrepreneur) sur son rapport parlementaire sur les cryptoactifs, "Monnaies, banques et finance : vers une nouvelle ère crypto"

L'économie des Jeux Olympiques

Salle : Lyon 3
Amphithéâtre Malraux
16 Rue Professeur Rollet - 69008 Lyon

Mardi 14 novembre 2023 - 14:00 - 15:30

Modérateur / Modératrice : Aliette Hovine (Journaliste, France Culture)

Participants : Wladimir Andreff (Professeur honoraire de Sciences économiques à l'Université Paris 1 Panthéon Sorbonne) ; Daniel Karyotis (Directeur Général, Banque Populaire Auvergne Rhône Alpes (BPAURA)) ; Christophe Lepetit (Responsable des études économiques et des partenariats, Directeur de l'UEFA Master for International Players, CDES Limoges) ; Nicolas Scelles (Reader, Business School de Manchester Metropolitan University)

Présentation :

La France s’apprête à accueillir l’édition 2024 des Jeux Olympiques (JO) et Paralympiques d’été, après ceux de Paris 1900 et les JO d’hiver de 1924 (Chamonix), de 1968 (Grenoble) et de 1992 (Albertville). A chaque édition, la ville hôte est en attente de retombées économiques - le terme exact est «impact», mesurable par les économistes, en l’espérant positif et le plus grand possible. Elle escompte bien tirer des leçons des éditions passées pour mieux maîtriser les coûts d’organisation des JO et calmer les craintes des contribuables: il n’y aura pas de déficit à payer! Il y aura plus de bénéfices que de coûts sociaux.

Les deux piliers de l’analyse économique des JO sont donc le coût des Jeux et son dépassement systématique d’une part et, d’autre part, l’analyse de leur impact économique sur le territoire qui les accueille, analyse que l’on étend de plus en plus à l’impact social et environnemental. Depuis quelques années s’est ajouté un troisième thème: des modèles économiques sont en mesure de prévoir, avec une assez grande exactitude, les résultats sportifs des JO s’agissant de la répartition des médailles olympiques entre les nations participantes.

Wladimir Andreff présentera l’analyse du coût des JO, d’abord les données concernant son dépassement systématique depuis 1972 (à la seule exception des Jeux de Los Angeles 1984). Le budget initial de Paris 2024 est déjà dépassé, fin

2022, de 35%. La première explication de ces dépassements récurrents est la théorie des enchères - le phénomène de la winner’s curse (malédiction du vainqueur de l’enchère) théorisé par Richard Thaler, qui découle du mode d’attribution des JO entre des villes mises en concurrence. La deuxième thèse (la préférée du CIO) est un problème de faible gouvernance dans le système politique local. La préemption des budgets par des passagers clandestins, voire la corruption (Sotchi 2014, Rio 2016), viennent compléter l’analyse. Un coût dépassé ne signifie pas nécessairement un déficit, car Preuss-Andreff (2019) ont repéré et analysé le dépassement des revenus des JO, qui peut compenser le surcoût.

Christophe Lepetit présentera les grands principes des analyses d’impact économique, y compris les pièges à éviter et les difficultés à surmonter pour estimer aussi exactement que possible l’injection initiale dans le territoire que déclenche l’organisation des grands événements sportifs internationaux. Puis le choix ou l’estimation d’une valeur du multiplicateur d’impact. Ainsi que la distinction entre étude d’impact ex ante et ex post, les deux étant nécessaires (et recommandées par l’OCDE). L’étude d’impact ex ante des JO Paris 2024 sera réalisée début 2024. Des données très partielles et les résultats d’une étude d’impact achevée en 2016 pour le dossier de candidature de Paris fourniront des indications utiles. L’impact social et l’impact environnemental seront évoqués, bien que la méthodologie à leur sujet n’est pas stabilisée comme pour l’impact économique.

Nicolas Scelles présentera, d’une manière non technique, le modèle économétrique (conçu par Wladimir Andreff, Nicolas Scelles, Liliane Bonnal et Madeleine Andreff) utilisé pour prévoir le nombre médailles olympiques gagnées par les nations participantes. Il insistera sur l’intérêt et la signification des variables mobilisées pour expliquer les gains de médailles et pourquoi quelques variables d’intérêt n’ont pu être retenues dans le modèle. Celui-ci a été «rodé» sur les JO de Tokyo 2021 dont il a détecté à l’avance (en 2018) 95% des résultats sportifs observés. La présentation se terminera par l’annonce des médailles prévues en 2024 pour quelques nations, dont l’équipe de France.

Pour préparer votre conférence, vous pouvez consulter les références suivantes :

* Holger Preuß, Wladimir Andreff, Maike Weitzmann 2018 Cost and Revenue Overruns of the Olympic Games 2000–2018, Springer Gabler Wiesbaden, 184p

* Wladimir Andreff. The winner’s curse: why is the cost of sports mega-events so often underestimated?. Wolfgang Maennig et Andrew Zimbalist. International Handbook on the Economics of Mega Sporting
Events, Edward Elgar, pp.37-69, 2012. halshs-00703466

* Scelles, Nicolas & Andreff, Wladimir & Bonnal, Liliane & Andreff, Madeleine & Favard, Pascal. (2020). Forecasting National Medal Totals at the Summer Olympic Games Reconsidered. Social Science Quarterly. 101. 10.1111/ssqu.12782.

* Andreff, Wladimir. (2020). L’économie des sports d’hiver: des JO de Grenoble 1968 à ceux d’Albertville 1992 in Les Jeux Olympiques de 1924 à 2024: Impacts, retombées économiques et héritage (pp.47-96), L'Harmattan

* Centre de Droit et d’Economie du Sport, 2016, PARIS 2024 - Étude d'impact 22p

Transition et justice ?

Salle : UCLy
Amphithéâtre Mérieux
10 place des Archives - 69002 Lyon

Mardi 14 novembre 2023 - 14:00 - 15:30

Modérateur / Modératrice : Fabrice Murtin (Economiste, OCDE, Centre for Well-being, Inclusion, Sustainability and equal Opportunities)

Participants : Fanny Henriet (Directrice de recherche CNRS en économie, Université d'Aix-Marseille) ; Simon Touboul (Economiste, OCDE) ; ; Stéphane Zuber (Directeur de Recherche CNRS, Centre d’Économie de la Sorbonne et École d’Économie de Paris)

Présentation :

Le changement climatique et la transition énergétique ont tous deux des impacts différents suivant le niveau de revenu. A l’échelle du globe, plusieurs études suggèrent que le changement climatique affectera plus les pays pauvres que les pays riches, et même à l’intérieur de grands pays comme les États-Unis, les états pauvres seront plus touchés. Comme le changement climatique est en grande partie le résultat du développement des pays riches, il se pose un problème de

justice environnementale. De la même façon, la transition énergétique basée sur l'augmentation graduelle du prix du carbone affecte relativement plus les ménages pauvres. L'acceptation publique de la taxe carbone est un sujet épineux, qui dépend largement de la façon dont les revenus carbone sont redistribués par l'Etat. Il convient dès lors d'analyser l'impact distributif de la taxe carbone et du recyclage optimal des revenus carbone.

Oeconomicus a sélectionné pour vous :

* L'impossible mise en place d'une taxe carbone juste et efficace ?

* Fuites carbones : quand l'UE se fait plombier pour le climat (1/2)

* Fuites carbones : quand l'UE se fait plombier pour le climat (2/2)

Vieillir à domicile : la France est-elle prête ? (Conf. OFF)

Manifestation Jeco off

Salle : IEP Lyon
Amphithéâtre Lucie Aubrac
14 avenue Berthelot - 69007 Lyon

Mardi 14 novembre 2023 - 14:00 - 15:30

Modérateur / Modératrice : Dominique Libault (Directeur, EN3S)

Participants : Anne-Marie Armanteras de Saxcé (Présidente du Conseil d'Administration, ANAP et Think Tank Health&Tech) ; Clément Boxebeld-Colonna (Co-fondateur, Oldyssey et ShareAmi) ; Emmanuelle Cambois (Directrice de recherche, INED et directrice, Institut de la Longévité, des Vieillesses et du Vieillissement) ; Cécile Courrèges (Directrice Générale, ARS Auvergne Rhône-Alpes)

Présentation :

Cette conférence est organisée par notre partenaire "EN3S" dans le cadre du festival Off des journées de l'économie.

Entre 2030 et 2040, la population des plus de 85 ans va augmenter de 50%. L’immense majorité de nos concitoyens souhaite vieillir à domicile. Ceci nécessite des moyens humains de proximité tant en matière sociale qu’en santé, et une autre approche du « vivre ensemble » intergénérationnel.
Les politiques nationales et locales sont-elles à la hauteur des enjeux ?

Capital investissement : une réussite française ?

Salle : Amphithéâtre Benvéniste
Bâtiment Bibliothèque de la MOM

7 rue Raulin 69007 Lyon

Mardi 14 novembre 2023 - 16:00 - 17:30

Président : Donia Trabelsi (Maître de conférences en finance, Institut Mines-Télécom Business School)

Participants : Laurent Bach (Professeur, ESSEC) ; Nicolas Grangier (Direction Générale de l’Armement, ministère des Armées) ; Pascal Lagarde (Directeur Exécutif, en charge de l’International de la Stratégie, des Etudes et du Développement, BPI France) ; Benjamin le Pendeven (Professeur associé, Audencia) ; Bertrand Rambaud (Président, France Invest)

Présentation :

En 2022, la France elle est le pays d’Europe continentale qui enregistre les plus gros montants de levées de fonds pour le développement des entreprises innovantes. Plus largement, le financement des entreprises par augmentation de fonds propres progresse. Néanmoins, le pays souffre encore de la comparaison avec les pays anglo-saxons.

Cette session analyse l’évolution récente de l’éco-système du capital-investissement en France et en dresse les perspectives.

Les mobilités au défi de la transition

Salle : Saint-Marc

Salle Sainte-Hélène
10 rue Sainte Hélène - 69002 Lyon

Mardi 14 novembre 2023 - 16:00 - 17:30

Modérateur / Modératrice : Sophie Fay (Journalise, Le Monde)

Participants : Jean Coldefy (Directeur du programme mobilité 3.0, ATEC ITS France) ; Emmanuel Combe (Professeur des Universités, Université de Paris 1 Panthéon-Sorbonne) ; Thibaut Limon (Expert en transition écologique et énergétique dans les transports, Région SUD Provence-Alpes-Côte d'Azur)

Présentation :

Les mobilités sont le seul secteur dont les émissions ne diminuent pas, la voiture pesant 80% des km parcourus depuis 30 ans. Sans doute parce que remettre en cause les mobilités c'est remettre en cause l'accès à des ressources vitales – comme le travail et les soins – et d'agréments de vie de tout un chacun. Alors que le véhicule électrique est plus lent à de déployer que prévu, du fait de son cout important et de sa faible autonomie comparée à la voiture thermique, comment pourrons-nous décarboner nos déplacements sans réduire nos déplacements ? Le report modal vers les transports en commun espéré est-il une fiction ? A quels couts supportables pour la société ce report modal est-il possible ? Quelles exigences nouvelles la décarbonation des mobilités impose-t-elle aux transports publics ? Quels impacts peut-on raisonnablement espérer sur les émissions de GES ?

Donner une valeur économique à la nature ?

Salle : Lyon 3
Amphithéâtre Malraux
16 Rue Professeur Rollet - 69008 Lyon

Mardi 14 novembre 2023 - 16:00 - 17:30

Modérateur / Modératrice : Jean-Marc Germain (Conseiller du Directeur Général, INSEE)

Participants : Nicolas Carnot (Directeur des études et synthèses économiques, INSEE) ; Florence Jany-Catrice (Professeur d'économie, Université Lille, Clersé-

UMR) ; Béatrice Michalland (Sous-directrice de l'information environnementale au service des données et études statistiques, ministère en charge de l'environnement) ; Alexandre Rambaud (Maître de conférences et codirecteur de la chaire "Comptabilité écologique", AgroParisTech-CIRED)

Présentation :

Faut-il donner un prix à la nature ? Si oui, doit-il être fondé sur les logiques de marché ou une valeur sociale intégrant l'impact en terme de bien-être pour les générations actuelles et futures ? Existe-t-il une alternative ? Donner un prix aux émissions de CO2 et plus généralement aux dégradations environnementales ne fait pas consensus : d'un côté, ce choix confère à la nature une valeur économique avec l'espoir que sa prise en compte dans les arbitrages publics ou privés permettra de réduire les émissions de CO2, la perte de biodiversité et l'épuisement des ressources naturelles. De l'autre, il laisse penser qu'en payant le prix, l'on pourrait s'affranchir des efforts nécessaires pour réduire son empreinte environnementale. La question est d'autant plus d'actualité que la communauté statistique internationale doit arbitrer dans l'année des nouveaux standards en matière de comptabilité nationale (SNA 2025) élargissant la notion de « capital » naturel et révisant les modalités de sa valorisation.

Trésor éco a sélectionné pour vous :

* Évaluations économiques des services rendus par la biodiversité par V. Bouchet, C. Bourcet, E. Cécillon, S. Lavaud, 09 décembre 2021

Oeconomicus a sélectionné pour vous :

* Faut-il coopérer à l'échelle internationale pour transformer notre économie vers un modèle plus vert ? – Une approche par la théorie des jeux

* Transition environnementale : le coût d'une action solitaire

Sagesse ou folie des foules ?

Salle : UCLy
Amphithéâtre Mérieux
10 place des Archives - 69002 Lyon

Mardi 14 novembre 2023 - 16:00 - 17:30

Modérateur / Modératrice : Hervé Kéradec (Inspecteur d'académie, agrégé d'économie et gestion, Ministère de l'Éducation nationale)

Participants : Aurélien Baillon (Professeur, Emlyon Business School & GATE) ; Antoinette Baujard (Professeure de Sciences Economiques, Université Jean Monnet de Saint-Étienne et GATE) ; Lorenzo Delesgues (Founder & CEO, VoxMapp) ; Frank Escoubes (Président et co-fondateur, Bluenove)

Présentation :

L'émergence du crowdsourcing (assigner à une multitude la réalisation d'une tâche), de la technologie du blockchain, et des marchés de prédictions permettent de démocratiser l'établissement de la vérité collective. Ces approches reposent en partie sur le concept de la sagesse des foules mais elles semblent contredites par l'existence de phénomènes de polarisation et l'existence de « vérités alternatives ». D'autres approches sont-elles possibles pour mobiliser l'intelligence collective et prendre de bonnes décisions ?

Banques : concurrence et régulation, quels choix ?

Salle : MILC
Maison internationale des langues et des cultures
35 rue Raulin - 69007 Lyon

Mardi 14 novembre 2023 - 16:00 - 17:30

Modérateur / Modératrice : Marc-Olivier Strauss-Kahn (Chargé de cours, ESCP, ESSEC, Sciences Po)

Participants : Nathalie Aufauvre (Secrétaire générale, Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution) ; Benoît Coeuré (Président, Autorité de la Concurrence) ; François-Louis Michaud (Directeur général, Autorité Bancaire Européenne) ; Laurence Scialom (Professeure d'économie, Université de Paris-Nanterre)

Présentation :

Banque de l’ombre, FinTech, BigTech, Tokenisation, Finance décentralisée, Intelligence artificielle, Crypto … Autant de nouveaux secteurs, technologies et produits innovants qui concurrencent les activités régulées des banques traditionnelles. Ces dernières sont d’ailleurs soumises à d’autres chocs numérisés comme l’illustre la faillite en 2023 de plusieurs institutions américaines de taille moyenne, accélérée par l’impact des transferts instantanés de fonds et celui des réseaux sociaux.

Alors quel équilibre respecter entre concurrence et régulation, ou bien —quitte à caricaturer— entre innovation bénéfique et stabilité du financement de l’économie ? Des responsables d’autorités de la concurrence, de la régulation et de la supervision en débattront avec une académique et vous.

La Banque de France a sélectionné pour vous :

* Le cadre réglementaire spécifique des établissements bancaires systémiques, Araujo Amandine Jérôme Coffinet El Fathi Karim, Bulletin de la Banque de France, Août 2023

* Les acteurs numériques de la finance : entre spécialisation et diversification par Laurent Clerc Timothée Dufour Pierre Harguindeguy Stefano Ungaro, Bloc-notes Éco, Février 2023

* Les bancassureurs sont-ils plus résilients ? Une perspective française par Cyril Pouvelle, Bloc-notes Éco, Février 2023

* Politique de collatéral des banques centrales et prêts bancaires par Christophe Cahn Anne Duquerroy Jean-Stéphane Mésonnier Charles O’Donnell Olivier Toutain, Bloc-notes Éco, Mai 2018

* Cotation des entreprises : une info au service de la relation bancaire par Christophe Cahn Mattia Girotti Federica Salvadè, Bloc-notes Éco, Mars 2019

* La réglementation des banques systémiques mondiales a atteint son but par Domminique Durant Oana Toader, Bloc-notes Éco, Juillet 2019

Oeconomicus a sélectionné pour vous :

* Scandales financiers : les insuffisances de la démocratie expliquées par l’économie politique

Femmes économistes dans l’histoire de la pensée

Salle : Lyon 2
Grand Amphithéâtre
4 bis, rue de l’Université - 69007 Lyon

Mardi 14 novembre 2023 - 16:00 - 17:30

Modérateur / Modératrice : Claire Silvant (Maître de conférences en Sciences Economiques, Université Lyon 2 Lumière)

Participants : Geneviève Fraisse (Philosophe, Directrice de recherche émérite, CNRS) ; Agnès Labrousse (Professeure des universités à Sciences Po Lyon, Triangle UMR 5206) ; Marlyse Pouchol (Maître de Conférences émérite, Université de Reims) ; Guillaume Vallet (Professeur de sciences économiques, Université Grenoble Alpes)

Présentation :

Intervention de Geneviève Fraisse

Clémence Royer, philosophe et femme de sciences

De 1861 à 1889, Clémence Royer publia une trentaine d'articles dans Le Journal des économistes. En 1862, elle avait publié Théorie de l'impôt ou la dîme sociale, ouvrant ou plutôt réouvrant la question du rapport entre impôts indirects et impôts directs, question logique dans l'ère post révolutionnaire et industrielle. Cette question est évoquée pendant le révolution de 1848 et reprise dans les débats autour de Pascal Duprat à Lausanne, ville de réfugiés de 1848. Le principe de l'impôt sur le revenu sera posé en 1914. Reste à souligner la démarche de cette femme qui fait un cours de philosophie uniquement destiné aux femmes en 1859, traduit l'Origine des espèces de Darwin en 1862 et publie un roman, Les Jumeaux d'Hellas condamné par le Vatican. Qu'est-ce pour elle "la dîme sociale"?

Intervention d'Agnès Labrousse

La pensée économique d’Elinor Ostrom

Première femme titulaire d'un prix "Nobel" d'économie, Elinor Ostrom a pourtant connu une carrière atypique à la croisée des sciences politiques et économiques. Ses contributions théoriques, empiriques et méthodologiques (grammaire institutionnelle, interdisciplinarité tous azimuts, combinaison originale de terrains et de modèles) sont majeures. Du gouvernement des communs matériels (comme des systèmes d'irrigation ou des pêcheries) à celui des communs immatériels (comme Wikipedia), l'approche d'Elinor Ostrom apporte notamment des clés de compréhension cruciales pour penser les enjeux écologiques contemporains et proposer des solutions démocratiques à différentes échelles.

Intervention de Marlyse Pouchol

Rosa Luxemburg et le « marxisme officiel »

Rosa Luxemburg (1871-1919) publie en 1913 L’accumulation du capital, ouvrage dans lequel elle cherche à préciser la pensée de Marx sur la logique d’expansion du capitalisme.

Mais elle ne sera pas entendue, les divisions au sein du courant marxiste demeureront sans jamais se combler. Alors que Luxemburg saisit une logique d’expansion du capital dévastatrice du monde et destructrice de l’humanité, le « marxisme officiel » s’en tient à une analyse de l’accumulation du capital nourrie uniquement de l’exploitation du travail au sein des entreprises et permise par la propriété privée du capital. Cette divergence d’analyse se traduit aussi par une différence de conception du socialisme qui, pour Luxemburg ne peut se réduire à l’institution d’une propriété collective mais doit aussi assurer et étendre la liberté politique.

Intervention de Guillaume Vallet

La pensée économique de Charlotte Perkins Gilman (1860-1935)

Au sein de l’époque dite de l’Ere progressiste américaine (1890-1920), les sciences sociales s’institutionnalisent aux Etats-Unis. Cette période, marquée par de profonds bouleversements économiques et sociaux, voit en effet émerger de nombreuses contributions académiques visant à réformer le capitalisme américain et à professionnaliser les sciences sociales. Parmi les intellectuel·les marquant·es de l’Ere progressiste américaine se trouve Charlotte Perkins Gilman, une autrice longtemps négligée de la pensée économique contemporaine.

Critiquant les liens existant entre les sphères familiale et professionnelle au sein du « capitalisme androcentrique », Gilman a contribué au développement des « Home economics ». Plus largement, sa contribution majeure à la pensée économique est d’avoir définitivement fait des questions liées au genre un cadre d’analyse structurant pour toute recherche en sciences économiques.

Vers un service public territorial de l’autonomie (Conf. OFF)

Manifestation Jeco off

Salle : IEP Lyon
Amphithéâtre Lucie Aubrac
14 avenue Berthelot - 69007 Lyon

Mardi 14 novembre 2023 - 16:00 - 17:30

Modérateur / Modératrice : Dominique Libault (Directeur, EN3S)

Participants : Eliane Abraham (Présidente, CODAGE) ; Thomas Célarier (Professeur associé, Université Jean Monnet et responsable du service gériatrie, CHU de St-Étienne) ; Stéphane Corbin (Directeur général adjoint, Conseil Départemental de Seine-Saint-Denis) ; Benjamin Voisin (Chef de service, Direction Générale de la Cohésion Sociale)

Présentation :

Cette conférence est organisée par notre partenaire "EN3S" dans le cadre du festival Off des journées de l'économie.

Davantage de simplicité et de coordination entre les acteurs ! Telle est la première revendication exprimée par nos concitoyens âgés et leurs aidants. Pour l’orientation, pour
l’accès aux droits, pour la mise en place de solutions concrètes.
Notre organisation institutionnelle est cloisonnée, notamment entre le sanitaire et le social.
Peut-on mettre en place, sur tous les territoires, un véritable service public territorial de l’autonomie qui fédère les acteurs au service du parcours de la personne âgée ?

Comment construire une société qui profite à tous·tes ?

Salle : Lyon 2
Grand Amphithéâtre
4 bis, rue de l’Université - 69007 Lyon

Mardi 14 novembre 2023 - 17:45 - 18:45

Modérateur / Modératrice : Adrien Figula-Letort (Président, L'autre cercle Rhône-Alpes)

Participants : Maëlezig Bigi (Maitresse de conférences en sociologie, Conservatoire national des arts et métiers) ; Sofiene Chaabani (Responsable de domaine RH - SIRH - GEPP - Inclusion, APICIL) ; Christine Erhel (Professeure d'économie, CNAM & Directrice, Centre d'Etudes de l'Emploi et du Travail)

Présentation :

Si le taux d’emploi atteint des records aujourd’hui en France, travailler est-il véritablement un gage d’intégration économique et sociale ? Des travailleurs pauvres à l’usure professionnelle en passant par les grands chiffres de l’emploi et des inégalités, nous verrons que le monde du travail continue d’être très segmenté. Les chances, sinon de s’épanouir au travail, du moins de s’assurer une vie matérielle décente grâce à cette activité, sont très inégalement réparties selon le sexe, l’origine, le niveau de diplôme ou encore le secteur d’activité. Quelles sont les tendances en matière de segmentation ? Quel rôle les politiques publiques et les organisations du travail ont-elles à jouer ?

Brief.Eco a sélectionné pour vous parmi ses articles :

* Infographie - Les inégalités dans le monde

* Dossier - Les effets de la discrimination positive

La transition écologique croitre ou pas ?

Salle : Lyon 3
Amphithéâtre Malraux
16 Rue Professeur Rollet - 69008 Lyon

Mardi 14 novembre 2023 - 17:45 - 18:45

Modérateur / Modératrice : Nicolas Postel (Professeur de Sciences Economiques, Université de Lille 1)

Participants : Florence Jany-Catrice (Professeur d'économie, Université Lille, Clersé-UMR) ; Selma Mahfouz (Inspectrice générale des finances) ; Pierre-Henri Grenier (Directeur Exécutif Banque de la Transition Energétique, Banques Populaires)

Présentation :

Le déploiement sans changement de notre système productif actuel et l'accumulation conçu sans fin de nos moyens de production n'est pas écologiquement soutenable. Il nous faut changer de trajectoire. C'est ce dont sont convaincus les participants et participantes à cette table ronde. Pour autant quels changements opérer ? Comment ? Avec quelle intensité ? Le rapport « incidences économiques de l'action pour le climat : rapport à la Première ministre » réalisé par Jean PISANI-FERRY et Selma MAFHOUZ (Inspectrice générale des finances) a eu l'immense mérite de mettre en avant la question du financement d'infrastructures de tout type permettant de réallouer l'effort productif vers une décroissance de l'impact écologique, en particulier carboné, de notre développement. Il pose de manière explicite la question d'un financement par l'impôt impliquant la question de la solidarité nationale et de la redistribution. Ce rapport a fait débat, sur cet aspect… mais aussi sur la question de savoir si ce découplage était une perspective suffisante, ou si, au-delà de faire décroitre nos émissions, il ne serait pas aussi souhaitable de sortir d'une perspective de croissance du PIB pour augmenter, d'autres choses : le temps libre, les services publics, l'activité sociale non salariée… toutes choses que le PIB ne parvient pas à valoriser. Cette fois donc c'est la question des indicateurs de richesse qui se pose et que pose depuis vingt ans Florence JANY CATRICE (professeur à l'Université de Lille) qui interviendra donc sur ce thème en « prolongement critique » du rapport. Pierre-Henri GRENIER (Directeur Exécutif de la Banque de la Transition Energétique, Banques Populaires) propose pour sa part d'élargir la perceptive du financement de la transition écologique, notamment par une mobilisation »

intelligente » de l’épargne sur des projets concrets de transition énergétique vers des modèles de production plus sobres, selon un processus ouvert à une évaluation transparente et multipartis-prenantes et fondé sur l’accompagnement des acteurs de terrain : il reviendra sur l’expérience et le succès concret de la banque de la Transition Energétique qu’il a lancé en région Auvergne Rhône Alpes et qui a depuis essaimé un peu partout en France.

Le débat sera animé par Nicolas POSTEL (professeur à l’Université de Lille)

Trésor éco a sélectionné pour vous :

* Quel effet du marché carbone européen sur la productivité des entreprises ? par Ariane Alla, 14 février 2023

* La décarbonation de l'industrie en France par Anna Bornstein, Romain Faquet, 07 octobre 2021

Brief.Eco a sélectionné pour vous parmi ses articles :

* Dossier - la croissance verte

Oeconomicus a sélectionné pour vous :

* Transition environnementale : le coût d’une action solitaire

* Faut-il coopérer à l’échelle internationale pour transformer notre économie vers un modèle plus vert ? – Une approche par la théorie des jeux

* “Quand et combien?”. Agir contre le réchauffement climatique: aperçu d’une controverse académique

Interview de Yuriy Gorodnichenko (En ligne)

Salle : En ligne
Mardi 14 novembre 2023 - 17:45 - 18:45

Modérateur / Modératrice : Nicolas Barré (Directeur de la rédaction, Les Echos)

Participants : Yuriy Gorodnichenko (Professeur d’économie, Université Berkeley

(Californie) et chercheur associé, NBER et CEPR)

Présentation :

L'invasion de l'Ukraine déclenchée par la Russie le 24 février 2022 et la guerre prolongée qui s'en est suivie ont causé des dommages considérables à l'Ukraine. Depuis avril 2022 et sous l'impulsion de Yuriy Gorodnichenko, le CEPR a lancé Ukraine Initiative pour assurer une meilleure compréhension des conséquences économiques, financières et sociales en Ukraine de l'invasion. Cette initiative vise également à réfléchir aux modalités de reconstruction de l'Ukraine. L'idée poursuivie n'est pas de revenir à l'Ukraine d'avant-guerre mais bien plutôt de voir l'Ukraine devenir une démocratie à part entière, dotée d'une économie moderne et d'institutions solides. Ce projet sera au cœur de l'entretien que Yuriy Gorodnichenko a accepté d'accorder pendant les JECO à Nicolas Barré, directeur de la rédaction des Echos.

Russia's invasion of Ukraine on 24 February 2022 and the protracted war that followed have caused considerable damage to Ukraine. In April 2022, under the leadership of Yuriy Gorodnichenko, the CEPR launched the Ukraine Initiative to ensure a better understanding of the economic, financial and social consequences of the invasion in Ukraine. The initiative also aims to consider ways of rebuilding Ukraine. The idea is not to return to the pre-war Ukraine, but rather to see Ukraine become a fully-fledged democracy with a modern economy and solid institutions. This project will be at the heart of the interview that Yuriy Gorodnichenko has agreed to give to Nicolas Barré, managing editor of Les Echos, during the JECO.

Changer de regard sur les fins de vie ? - Quoi qu'il en coûte ? (Conf. OFF)

Manifestation Jeco off

Salle : UCLy
Amphithéâtre Mérieux
10 place des Archives - 69002 Lyon

Mardi 14 novembre 2023 - 20:00 - 22:00

Participants : Olivier Abel (Professeur émérite de philosophie éthique, Institut Protestant de Théologie-Montpellier) ; Bastien Baret (Juriste en droit de la famille et droit européen, UCLy) ; Catherine Denis (Théologienne et médecin, UCLy) ; Clémence Thébaut (Maître de conférences en Économie de la santé, Université de Limoges)

Présentation :

Cette conférence est organisée par notre partenaire "L'UCLy" et "L'hopital St Joseph St Luc" dans le cadre du festival Off des journées de l'économie.

Éclairer le débat sur les fins de vie, et leur accompagnement, en proposant une ouverture aux enjeux économiques et sociétaux. Telle est la proposition de cette table-ronde qui s’inscrit dans le cadre d’un cycle de trois soirées dédiées. Alors que la Convention Citoyenne sur la fin de vie a rendu ses conclusions au Gouvernement au printemps 2023 et qu’un projet de loi devrait être soumis au Parlement dans les prochains mois, cette table-ronde se donne comme objectif de nourrir la réflexion du public sur un sujet très intime, en permettant de saisir et d’appréhender les multiples enjeux qui en découlent.

Petit-déjeuner : les entreprises et la biodiversité (Conf OFF)

Manifestation Jeco off
Salle : Banque de France 4 bis Cours Bayard, 69002 Lyon
Mercredi 15 novembre 2023 - 08:00 - 09:00

Modérateur / Modératrice : Nicolas Resseguier (Directeur délégué aux relations extérieures, Banque de France pour la région Auvergne-Rhône-Alpes)

Participants : Jean Boissinot (Directeur adjoint à la Direction de la stabilité financière de la Banque de France, Secrétaire général du NGFS (Network for Greening the Financial System)) ; Fanny Henriet (Directrice de recherche CNRS en économie, Université d'Aix-Marseille)

Présentation :

La Banque de France organise un petit-déjeuner à destination des responsables d’entreprises. Les responsables d’entreprises inscrits échangeront avec des

économistes sur les questions suivantes :

Pourquoi les entreprises sont concernées par le déclin de la biodiversité ?Comment les entreprises peuvent agir pour contribuer à la préservation de cette biodiversité ?
Attention les places sont limitées et réservées aux chef·fe·s d'entreprises. Pour participer, merci de vous inscrire directement auprès de la Banque de France en envoyant un mail aux organisateurs : laura.torres@banque-france.fr et charline.deleuze@banque-france.fr

Zéro artificialisation des sols ?

Salle : UCLy
Amphithéâtre Mérieux
10 place des Archives - 69002 Lyon

Mercredi 15 novembre 2023 - 09:00 - 10:30

Modérateur / Modératrice : Hélène Arambourou (Adjointe au directeur département développement durable et numérique, France Stratégie)

Participants : Olivier Bouba-Olga (Chef de service études et prospective du Pôle DATAR, Région Nouvelle-Aquitaine) ; Emilie Bourdu (Economiste, Agence d'Urbanisme de Tours) ; Romain Paris (Directeur, Algoé) ; Alain Trannoy (Directeur d'Etudes à l'EHESS, Aix-Marseille School of Economics)

Présentation :

Plus de 20 000 hectares de terres sont aujourd'hui artificialisés chaque année en France, soit l'équivalent de toute la ville de Marseille. Le rythme d'artificialisation pour le logement est supérieur au rythme de l'accroissement des ménages.

Les effets néfastes de cette artificialisation sont bien documentés. En plus de réduire les capacités d'infiltration des sols et d'affecter les continuités écologiques, cette artificialisation pourrait obérer nos capacités futures à nous nourrir. En effet, elle s'effectue à plus de 80 % sur des terres agricoles, qui plus est sur celles ayant les meilleures valeurs agronomiques, compte tenu de l'implantation historique des villes.

Introduit dans la loi climat et résilience, le concept du Zéro artificialisation nette

(ZAN) suscite de nombreuses interrogations au niveau local. Si tout le monde semble s’accorder sur le constat et la nécessité de réduire le rythme d’artificialisation des sols, l’un des plus élevés en Europe, la juste répartition de cet effort entre les territoires ne fait pas consensus. Car il s’agit d’un effort réel pour beaucoup de territoires dont le modèle de développement s’est construit autour d’une logique de consommation foncière et d’extension urbaine. De plus, le modèle de la maison individuelle reste toujours largement plébiscité par les français. Aussi, un changement de paradigme apparaît indispensable.

L’objectif de cette table ronde est, d’une part, d’identifier les freins et les difficultés inhérents à la mise en œuvre du ZAN, et d’autre part, de discuter des pistes qui pourraient permettre de réduire la consommation foncière en France.

Enseigner les thématiques écologiques en économie (Entretiens de l’AFEP)

Salle : MILC
Maison internationale des langues et des cultures
35 rue Raulin - 69007 Lyon

Mercredi 15 novembre 2023 - 09:00 - 10:30

Modérateur / Modératrice : Antoine de Ravignan (Rédacteur en chef adjoint, Alternatives Economiques)

Participants : Arnaud Buchs (Maître de conférences en sciences économiques, Sciences Po Grenoble, UMR GAEL) ; Marion Gaspard (Maitre de conférence en Sciences économiques, Université Lumière Lyon-2) ; Agnès Labrousse (Professeure des universités à Sciences Po Lyon, Triangle UMR 5206) ; Franck-Dominique Vivien (Professeur de sciences économiques, Université de Reims Champagne Ardenne)

Présentation :

La formation aux enjeux socio-écologiques relève d’une demande forte des étudiantes et des étudiants. Le rapport Jouzel-Abbadi le rappelle, la prise en compte des enjeux de transition écologique par toutes les formations du supérieur est l’une des recommandations de la Convention citoyenne sur le climat. Le législateur en a d’ailleurs fait une nouvelle mission du service public de

l’Enseignement supérieur.
Comment mettre en pratique cette mission cruciale dans l’enseignement de l’économie ? Cette table-ronde explorera la question dans ses multiples facettes, des cours classiques aux pédagogies dites innovantes. Quels sont les apports mais aussi les limites des cours-projet et des serious games pour former et sensibiliser aux crises écologiques en cours ? En quoi le pluralisme des approches et des méthodes ou encore le recul et la réflexivité portés par l’histoire de la pensée économique peuvent-ils contribuer à outiller enseignant.es et étudiant.es ?

La Chine : de l’imitation à l’innovation ?

Salle : Lyon 3
Amphithéâtre Malraux
16 Rue Professeur Rollet - 69008 Lyon

Mercredi 15 novembre 2023 - 09:00 - 10:30

Modérateur / Modératrice : Céline Antonin (Economiste senior à l’OFCE (Sciences Po) et chercheur associé au Collège de France)

Participants : Philippe Aghion (Professeur au Collège de France, Chaire «Institutions, Innovation, et Croissance») ; Gaétan de Rassenfosse (Professeur associé en Politique de Science et Technologie, Ecole polytechnique fédérale de Lausanne) ; Mary-Françoise Renard (Professeur de Sciences Economiques, Université d'Auvergne)

Présentation :

En 2020, la Chine a produit autant d’articles de recherche et presque autant de brevets que les Etats-Unis ; elle est par ailleurs devenue un acteur majeur dans les technologies de pointe, en particulier l’intelligence artificielle, la blockchain ou l’édition du génome. Le 14e plan quinquennal (2021-2025) met d’ailleurs l’accent sur sept technologies de pointe dans lesquelles le pays investira massivement au cours des prochaines années. Pour autant, le modèle chinois reste entravé par certaines faiblesses persistantes, comme l’allocation non optimale des ressources, un régime politique autoritaire, ou encore la faible protection des droits de propriété.

Cette conférence vise à s’interroger sur le statut réel de l’économie chinoise. Est-elle passée du statut d’économie d’imitation au statut de pays innovant, à la frontière technologique, capable de rivaliser avec les Etats-Unis ou l’Union européenne? Quels sont les secteurs où la Chine a réussi à devenir un leader de l’innovation ? Quels sont les potentiels obstacles qui demeurent et comment les surmonter ? Quelle leçon peut-on tirer de l’expérience chinoise ?

Pour préparer votre conférence :
Philippe Aghion et Céline Antonin vous propose de lire leur billet dans The conversation La Chine : de l’imitation à l’innovation ?

Trésor éco a sélectionné pour vous :

* Évolution des marchés financiers chinois par Thomas Carré, Zilan Huang, Florian Surre, 20 décembre 2022

Brief.Eco a sélectionné pour vous parmi ses articles :

* Infographie - les importations de produits chinois en France

* Dossier - L'économie de la Chine

Vers un retour de l'austérité budgétaire ?

Salle : Lyon 2
Grand Amphithéâtre
4 bis, rue de l’Université - 69007 Lyon

Mercredi 15 novembre 2023 - 09:00 - 10:30

Modérateur / Modératrice : Elena Maximin (Rédactrice en chef Adjointe Analyses, Le Grand Continent)

Participants : Sébastien Adalid (Professeur de droit public, Université de Rouen) ; Andreas Eisl (Chercheur en politique économique européenne, Institut Jacques Delors) ; Dorothée Rouzet (Cheffe économiste, DG Trésor) ; Laurent Warlouzet (Professeur d'histoire, Sorbonne Université)

Présentation :

Déjà l’objet de critiques avant la pandémie de Covid-19, les règles budgétaires qui limitent le déficit et la dette des Etats membres de la zone euro sont particulièrement débattues depuis qu’elles ont été provisoirement suspendues en mars 2020 en raison des dépenses publiques que les conséquences économiques et sociales du contexte sanitaire rendaient nécessaires. La crise climatique et la guerre en Ukraine viennent aussi alimenter les discussions sur l’existence de dépenses publiques indispensables et urgentes.
La Commission européenne a exposé son ambition, en novembre 2022, de réformer ces règles budgétaires sans modifier les traités ni les plafonds du déficit et de la dette, mais en adaptant le rythme de réduction du déficit et/ou de la dette à la situation de chaque pays. En avril 2023, elle a initié une série de propositions législatives en ce sens. En faisant dialoguer un historien, un juriste et deux économiste, cette conférence organisée en partenariat avec l’Euro-lab – Réseau interdisciplinaire de recherche sur l’Union européenne entend replacer les débats à ce sujet dans leur contexte économique, mais aussi juridique et historique.

Oeconomicus a sélectionné pour vous :

* Finances publiques françaises, une simple question d’économie de dépenses ? État des lieux et réflexion sur la politique budgétaire française

Acteurs publics et Transition climatique (Conf OFF.)

Manifestation Jeco off
Salle : Banque de France 4 bis Cours Bayard, 69002 Lyon
Mercredi 15 novembre 2023 - 09:00 - 10:30

Modérateur / Modératrice : Nicolas Resseguier (Directeur délégué aux relations extérieures, Banque de France pour la région Auvergne-Rhône-Alpes)

Participants : Jean Boissinot (Directeur adjoint à la Direction de la stabilité financière de la Banque de France, Secrétaire général du NGFS (Network for Greening the Financial System)) ; Thomas Jeannin (Senior Manage, Direction Générale des Entreprises) ; Gaëtan Josse (Chef du service Prévention des Risques Industriels, Climat, Air et Énergie, DREAL - Auvergne-Rhône-Alpes) ; Alexandra Mathiolon (Présidente Directrice Générale, SERFIM) ; Angel Prieto (Préfecture

DREETS- AURA) ; Stéphanie Vadja (Chargée de coordination du Plan Climat, BPI)

Présentation :

Cette conférence est organisée par notre partenaire "La Banque de France" dans le cadre du festival Off des journées de l'économie.

Quel rôle pour les acteurs publics au regard des enjeux climatiques ?Quels engagements climat pour la Banque Centrale Européenne et la Banque de France ?Quelle nécessaire planification, orientation des décisions d'investissement dans les actifs industriels et les infrastructures pour les acteurs publics ?Point sur les enjeux de régulation et comment prioriser les financements vers la décarbonation des activités économiques ?

La Banque de France a sélectionné pour vous :

* Les instruments européens visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre par Chloé Bellec Carine Bouthevillain, Bulletin de la Banque de France, Septembre 2022

* Échanges dette nature : une double solution pour la soutenabilité environnementale et la dette des pays en développement ? par Paul Quentin Romain Svartzman Pierre-François Weber, Bulletin de la Banque de France, Janvier 2023

* Financer la transition climatique et écologique dans les économies émergentes par Fabio Grieco Henri de La Guéronnière Clément Marsilli Paul Quentin Sophie Rivaud, Bulletin de la Banque de France, Avril 2023

* Les technologies vertes, un allié essentiel pour atteindre les objectifs climatiques par Claire Alestra Gilbert Cette Valérie Chouard Rémy Lecat, Bloc-notes Éco , Septembre 2023

* Les sustainability-linked bonds, un outil efficace de décarbonation ? par Pauline Bacos Naelle Verniest, Bloc-notes Éco ,Novembre 2022

* Métaux critiques pour la transition : enjeux macro-financiers par Stéphane Dees Simon Dikau Hugh Miller Romain Svartzman, Bloc-notes Éco, Mai 2023

* Améliorer l'occupation des sols et l'assurance pour limiter les catastrophes naturelles par Céline Grislain-Letrémy Bertrand Villeneuve,Bloc-notes Éco, Juin

2022

* Risques climatiques et collatéral : une expérience méthodologique par Antoine Oustry Bünyamin Erkan Romain Svartzman Pierre-François Weber, Bloc-notes Éco, Avril 2021

* Reporting climatique des investisseurs et transition énergétique par Jean-Stéphane Mésonnier Benoît Nguyen, Bloc-notes Éco, Septembre 2021

* Le mandat de la BCE vu à travers le prisme de la nouvelle stratégie monétaire par Giulia Sestieri Yolaine Fischer, Bloc-notes Éco, Novembre 2021

* Changement climatique et implications pour la conduite de la politique monétaire par Jean-François Ouvrard Pierre-François Weber, Bloc-notes Éco, Avril 2022

Qui va payer pour la transition écologique ?

Salle : Lyon 2
Grand Amphithéâtre
4 bis, rue de l'Université - 69007 Lyon

Mercredi 15 novembre 2023 - 11:00 - 12:30

Modérateur / Modératrice : Marie Dancer (Chef adjointe du Service Economie (Macro-économie France et Europe), La croix)

Participants : Thierry Déau (Président-Directeur Général, Meridiam) ; Miguel Gil Tertre (Economiste en chef, Direction générale de l'énergie de la Commission européenne) ; Louise Kessler (Directrice du département économie d'I4CE) ; Jean Pisani-Ferry (Titulaire de la chaire Tommaso Padoa-Schioppa, Institut universitaire européen de Florence) ; ; Dorothée Rouzet (Cheffe économiste, DG Trésor)

Présentation :

La transition vers une économie sans carbone va coûter cher. Les investissements annuels requis s'élèvent pour 2030 à 60-70 milliards d'euros soit deux points de PIB environ. Le partage de cet effort entre ménages, entreprises et institutions publiques fait question : même s'ils sont rentables, les investissements nécessaires sont trop onéreux pour les ménages et pour nombre

de petites entreprises ; cependant les marges de manœuvre budgétaires sont étroites, compte-tenu du niveau de l'endettement public et des règles européennes; enfin substituer l'ingénierie financière au financement budgétaire risque de se traduire par des frais substantiels qui renchériront le coût de la transition. Le plan de financement n'est pas encore arrêté. Il est d'une importance cruciale.

Oeconomicus a sélectionné pour vous :

* Transition environnementale : le coût d'une action solitaire

* "Quand et combien?". Agir contre le réchauffement climatique: aperçu d'une controverse académique

* Faut-il coopérer à l'échelle internationale pour transformer notre économie vers un modèle plus vert ? – Une approche par la théorie des jeux

* L'impossible mise en place d'une taxe carbone juste et efficace ?

Transition écologique et liberté

Salle : Saint-Marc
Salle Sainte-Hélène
10 rue Sainte Hélène - 69002 Lyon

Mercredi 15 novembre 2023 - 11:00 - 12:30

Modérateur / Modératrice : Frédéric Duval (Co fondateur & Directeur, Lyonpositif)

Participants : Mikaël Cozic (Professeur de philosophie contemporaine, Université Lyon 3 Jean-Moulin) ; Adrien Fabre (Chercheur CNRS, CIRED) ; Benoît Tarroux (Professeur de sciences économiques, Université Lumière Lyon 2 et membre du GATE-Lyon-Saint-Etienne) ; ; Chloë Vidal (Adjointe au maire de Lyon chargée de la Démocratie locale et redevabilité, l'Evaluation et Prospective et de la Vie étudiante)

Présentation :

Alors que les économistes ont toujours défendu une certaine liberté de choix des agents économiques, nous avons vu récemment émerger des propositions visant à restreindre les choix des individus. Cela est particulièrement prégnant dans les débats autour de l'adaptation ou la lutte contre le changement climatique. Il faudrait par exemple restreindre ou interdire le transport aérien, l'usage de la voiture ou limiter la consommation de viande afin de limiter les conséquences néfastes du changement climatique.
La question qu'on se propose de discuter dans cette session est celle de l'acceptabilité sociale d'une restriction des opportunités individuelles, notamment dans un contexte où l'objectif social (limiter la hausse des températures) pourrait se situer bien au-delà de la génération actuelle. Dans quelle mesure les citoyens sont-ils prêts à accepter une limitation de l'étendue de leur choix ? Si celle-ci doit réellement être envisagée à court et moyen terme, quel processus de décision collective devrait être envisagé pour la mener ? Quelle place devrions-nous accorder à la démocratie et aux experts scientifiques dans un tel processus ?

Oeconomicus a sélectionné pour vous :

* L'impossible mise en place d'une taxe carbone juste et efficace ?

Faire progresser l'emploi local

Salle : UCLy
Amphithéâtre Mérieux
10 place des Archives - 69002 Lyon

Mercredi 15 novembre 2023 - 11:00 - 12:30

Modérateur / Modératrice : Pierre Rousseaux (Président co-fondateur et rédacteur en chef, Oeconomicus)

Participants : Patrick Artus (Conseiller économique de Natixis et Professeur, PSE) ; Christine Erhel (Professeure d'économie, CNAM & Directrice, Centre d'Etudes de l'Emploi et du Travail) ; Louis Gallois (Co-président, La Fabrique de l'industrie) ; Michel Houdebine (Directeur, Dares)

Présentation :

L’objet est de débattre des politiques qui pourraient faire monter le taux d’emploi en France, du point de vue macroéconomique et microéconomique, en portant une attention particulière aux politiques décentralisées, de stimulation de l’emploi au niveau local. La question du niveau d’intervention (Etat, région, bassin d’emplois…) est évidement importante pour analyser les politiques de l’emploi.

Green deal industriel, un défi européen

Salle : Lyon 3
Amphithéâtre Malraux
16 Rue Professeur Rollet - 69008 Lyon

Mercredi 15 novembre 2023 - 11:00 - 12:30

Modérateur / Modératrice : Sophie Pedder (Chef du Bureau et correspondante, The Economist)

Participants : Sylvie Goulard (Institut franco-allemand (DFI)) ; Sébastien Jean (Professeur titulaire de la chaire d'économie industrielle, CNAM) ; Eileen Keller (Directrice de l’axe de travail Politique économique, Institut Franco-Allemand (dfi)) ; ; Fabrizio Pagani (Senior Advisor, Vitale & Co)

Présentation :

Le changement climatique appelle des transformations profondes de l'économie, de nos sociétés, de nos modes de vie. Il ne s'agit pas de se sentir "puni" pour avoir vécu dans un monde carboné mais de comprendre l'ampleur des efforts à fournir pour en sortir et des bénéfices à en retirer. Notre prospérité, notre santé, notre qualité de vie en dépendent.
Dans ce contexte, que fait l'Union européenne ? Le programme d'ensemble qu'elle a engagé pour faciliter la transition climatique et préserver l'environnement est-il suffisant ? Comment combiner les efforts de l'UE et des Etats qui la composent ? La finance et les entreprises ont leur part d'effort à fournir mais les citoyens peuvent aussi prendre leur destin en mains.

Oeconomicus a sélectionné pour vous :

* Le défi de la neutralité carbone face aux énergies

* Fuites carbones : quand l’UE se fait plombier pour le climat (1/2)

* Fuites carbones : quand l’UE se fait plombier pour le climat (2/2)

* L’impossible mise en place d’une taxe carbone juste et efficace ?

* Les banques centrales, acteurs clés de la transition écologique ?

* Quelle place pour le nucléaire dans la transition énergétique ?

Quelle dynamique entrepreneuriale en France ?

Salle : MILC
Maison internationale des langues et des cultures
35 rue Raulin - 69007 Lyon

Mercredi 15 novembre 2023 - 11:00 - 12:30

Modérateur / Modératrice : Christel Gilles (Economiste sénior / responsable de projet au département Economie, France Stratégie)

Participants : Emeline Baume (1ère Vice-présidente de la Métropole de Lyon à l’Économie, emploi, commerce, numérique et commande publique) ; Myriam Broin (Cheffe de la division infrastructures et répertoire statistique, INSEE) ; Armelle Martin (Directrice, Rhône Développement Initiative) ; Philippe Mutricy (Directeur de l'Evaluation des Etudes et de la Prospective, Bpifrance) ; Alain Trannoy (Directeur d’Etudes à l’EHESS, Aix-Marseille School of Economics) ; ; Rudy Verlhac (Economiste, Direction de la Science, de la Technologie et de l’Innovation, OCDE)

Présentation :

Cette session a pour objet de mieux comprendre la dynamique de créations d’entreprise en France, d’en présenter les principales caractéristiques et d’en inférer le cas échéant des recommandations de politiques publiques.

Cette table ronde viserait en particulier à répondre aux questions suivantes:

Comment caractériser la dynamique de la création d’entreprises en France, en comparaison internationale et dans le temps ?

La France se distingue t- elle récemment par un niveau élevé de créations

d’entreprise relativement à ses principaux partenaires économiques ? Dans quels secteurs d’activité ? Sous quelles formes juridiques ? Quelles sont les caractéristiques socio-démographiques des créateurs d’entreprise d’aujourd’hui ? Quels effets de la crise sur la création d’entreprises en France ?Quel impact de la création d’entreprises sur l’emploi, et plus largement quelle est leur rentabilité économique et financière ? Quel développement ?

Comment expliquer ces évolutions ?

Quels rôles ont joué les facteurs institutionnels ? Les facteurs économiques ? Les aspirations des individus ?A cet égard, l’engouement apparent des français pour l’entrepreneuriat peut –il être rapproché des conditions et de l’organisation du travail dans l’entreprise en France ?
En quoi et comment la création d’entreprises aujourd’hui répond t- elle aux enjeux de la transition écologique ?

Quel rôle du secteur bancaire et assurantiel dans la transition climatique ? (Conf. OFF)

Manifestation Jeco off
Salle : Banque de France 4 bis Cours Bayard, 69002 Lyon
Mercredi 15 novembre 2023 - 11:00 - 12:30

Modérateur / Modératrice : Nicolas Resseguier (Directeur délégué aux relations extérieures, Banque de France pour la région Auvergne-Rhône-Alpes)

Participants : Olivier Blum (Directeur développement humain, sociétal, technologies (DRH, DSI, RSE), Crédit Agricole Centre-Est) ; Jean Boissinot (Directeur adjoint à la Direction de la stabilité financière de la Banque de France, Secrétaire général du NGFS (Network for Greening the Financial System)) ; Rémy Lecat (Directeur adjoint à la Direction d’Étude et d’Analyse des risques, ACPR (Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution)) ; Laura Serkine (Directrice du pôle finance durable / Chargée de mission auprès du directeur des investissements groupe - Groupama)

Présentation :

Cette conférence est organisée par notre partenaire "La Banque de France" dans le cadre du festival Off des journées de l'économie.

Quel rôle du secteur bancaire et assurantiel dans la transition climatique ?Comment les banques, les assurances, les marchés financiers sont impactés par les enjeux climatiques?Comment peuvent-ils accompagner la transition climatique ?

La Banque de France a sélectionné pour vous :

* L'exposition des fonds d'investissement français aux risques climatiques de transition,Tristan Jourde Kolotcholoma Kone, Bulletin de la Banque de France, Octobre 2023

* Changement climatique et immobilier résidentiel : quels risques pour le secteur bancaire ?, Thomas Allen Jean Boissinot Stéphane Dees Céline Grislain-Letrémy Lucas Vernet, Bulletin de la Banque de France, Septembre 2023

* Le climat change, la statistique publique européenne s'adapte par David Nefzi Léopold Gosset, Bloc-notes Éco, Juin 2023

* Les fonds labélisés sont-ils plus verts ? par Pierre Bui Quang David Nefzi, Bloc-notes Éco, Mars 2023

* Catastrophes naturelles : exposition et sous-assurance par Céline Grislain-Letrémy, Bloc-notes Éco, Décembre 2022

* Risque Climatique : où en sont les banques et assurances françaises ? par Laurent Clerc, Bloc-notes Éco, Septembre 2019

* Engagement pro-climat des banques et prêts aux industries brunes par Jean-Stéphane Mésonnier, Bloc-notes Éco, Juin 2020

* Scénarios de transition climatique et risques financiers par Carlos Mateo Caicedo Graciano Laurent Clerc Fulvio Pegoraro Marie Rabaté, Bloc-notes Éco, Février 2022

Pierre Mendès France : Investissements, Planification et inflation

Manifestation Jeco off

Salle : DEM 015, Bâtiment Demeter
4 bis rue de l'Université - 69007 Lyon
Lyon

Mercredi 15 novembre 2023 - 14:00 - 15:30

Participants : Michael Assous (Professeur de sciences économiques, Université Lumière Lyon 2) ; Alain Chatriot (Professeur des universités en histoire contemporaine, Centre d'histoire de Sciences Po) ; Hervé Joly (Directeur de recherche CNRS en histoire contemporaine, Laboratoire Triangle, université de Lyon) ; Laure Quennouëlle-Corre (Directrice de recherche, CNRS, Centre de recherches Historiques (CNRS/EHESS)) ; Matéo Teixeira (Doctorant en économie, laboratoire Triangle, Université Lyon II)

Présentation :

Rencontre organisée par Matéo Teixeira

Rencontre autour de l'ouvrage « Financer la Reconstruction de la France. Problèmes économiques et financiers que pose la politique des investissements et de la reconstruction en France. Cours commun, ENA, promotion "Europe", 1950 », édité par Alain Chatriot

En 1950, Pierre Mendès France, qui n'est pas un universitaire mais un homme politique, donne un cours devant les élèves de l'École nationale d'administration (ENA). Intitulé « Problèmes économiques et financiers que pose la politique des investissements et de la reconstruction en France », Pierre Mendès France place ce cours sous les auspices de l'économiste britannique J. M. Keynes qu'il a lu avant la Seconde Guerre mondiale et qu'il a rencontré lors de la conférence de Bretton Woods aux États-Unis en juillet 1944.

Cet ouvrage restitue les 19 leçons retranscrites de ce cours dont le style oral a volontairement été conservé. Pour partie déjà connu et parfois partiellement cité, ce texte demeure l'un des rares inédits de Pierre Mendès France.

Présentées par Alain Chatriot, professeur des universités et chercheur au Centre d'histoire de Sciences Po, ces leçons permettent de revenir sur la trajectoire intellectuelle et politique de Pierre Mendès France, sur l'ENA de 1950 et ses élèves de la promotion « Europe », et sur la compréhension des questions économiques dans la France de la Libération et des débuts de la IVe République

autour notamment des principaux enjeux de la Reconstruction.

Le cours de l’ENA de 1950 apparaît comme une étape signifiante dans la trajectoire politique de Mendès France et dans l’énonciation des convictions économiques qui font de lui l’une des figures majeures de cette période de la Reconstruction.

Régulation de l'hôpital : quelle place pour la concurrence ?

Salle : MILC
Maison internationale des langues et des cultures
35 rue Raulin - 69007 Lyon

Mercredi 15 novembre 2023 - 14:00 - 15:30

Modérateur / Modératrice : Denis Raynaud (Directeur, IRDES)

Participants : Philippe Choné (Professeur de sciences économiques, ENSAE et chercheur, CREST) ; Jocelyn Courtois (Chef de projet, Ministère de la Santé et la Prévention) ; Ricarda Milstein (OCDE) ; Aurélien Sourdille (Responsable adjoint du Pôle OFFRES, Fédération hospitalière de France)

Présentation :

Les établissements de santé sont financés en France depuis 2004 par la tarification à l'activité, qui s'appuie sur le principe de la concurrence par comparaison pour inciter les établissements à l'efficience. Dans un contexte de "crise de l'hôpital", cette régulation va évoluer selon le nouveau projet de loi de financement de la sécurité sociale (PLFSS 2024) pour donner plus de place au financement par dotation et en fonction d'objectifs de qualité. Cette évolution pose la question de la place de la coopération et de la concurrence entre les établissements.

Informer et inciter les lycéennes (Conf. OFF)

Manifestation Jeco off
Salle : Banque de France 4 bis Cours Bayard, 69002 Lyon

Mercredi 15 novembre 2023 - 14:00 - 15:30

Modérateur / Modératrice : Kathie Werquin-Wattebled (Directrice régionale Auvergne-Rhône-Alpes, Banque de France)

Participants : Benjamin Bureau (Economiste à l'Observatoire des entreprises , Banque de France) ; Marie Claire Villeval (Directrice de Recherche, CNRS, GATE) ; Soledad Zignago (Economiste senior, Direction de l'Économie et de la Coopération internationales, Banque de France)

Présentation :

Cette conférence est organisée par notre partenaire "La Banque de France" dans le cadre du festival Off des journées de l'économie.

Pourquoi l'Économie semble moins attirer les jeunes filles que leurs collègues masculins ?Comment y remédier et inciter les lycéennes à se lancer dans des études économiques ?

La Banque de France a sélectionné pour vous :

* Rapport annuel de la Banque de France 2022 (chapitre sur la RSE), Banque de France, 2023

France : Le défi de l'emploi en 2024

Salle : Lyon 2
Grand Amphithéâtre
4 bis, rue de l'Université - 69007 Lyon

Mercredi 15 novembre 2023 - 14:00 - 15:30

Modérateur / Modératrice : Aude Martin (Journaliste, Alternatives Economiques)

Participants : Sandrine Cazes (Économiste principale à la Direction de l'emploi, du travail et des affaires sociales, OCDE) ; Olivier Garnier (Directeur Général des statistiques, des études et de l'international, Banque de France) ; Eric Heyer (Directeur du Département Analyse et Prévision, OFCE) ; Jean-Luc Tavernier (Directeur général, INSEE)

Présentation :

Au deuxième trimestre 2023, soit trois ans et demi après le début de la crise de Covid, la valeur ajoutée du secteur marchand se situait 2% au-dessus de son niveau pré-crise. Compte tenu du sentier de croissance de la productivité du travail observé avant la crise, cela aurait dû déboucher, toutes choses égales par ailleurs, sur une baisse de 0,8% de l'emploi salarié dans le secteur marchand à la mi-2023. Cependant, au lieu de baisser de 140 000 postes, l'emploi salarié marchand a progressé de 1,13 million (6,5 %) depuis un peu plus de 3 ans.

Différentes pistes peuvent être avancées pour tenter d'expliquer cet écart : la baisse effective de la durée du travail, l'augmentation du recours à l'apprentissage, la baisse du coût réel du travail, la rétention voulue de main-d'œuvre face aux difficultés de recrutement ou d'approvisionnement retardant certaines productions, ou un effet différé des aides aux entreprises au plus fort de la crise de Covid.

La conférence s'interrogera sur la pertinence de ces différentes pistes et s'attardera sur les difficultés de recrutement des entreprises, sur la nature permanente ou temporaire des pertes de productivité et sur l'évolution de la qualité de l'emploi.

La Banque de France a sélectionné pour vous :

* Enquête mensuelle de conjoncture à début novembre

* Projections macroéconomiques – Septembre 2023

* À quelles difficultés de recrutement les entreprises françaises sont-elles confrontées ?, Bulletin de la Banque de France, Mars-Avril 2023

* Changements d'emploi et dynamique des salaires par Clémence Berson Elisa Busson, Bloc-notes Éco, Avril 2023

* Les hausses de salaires négociés : quel bilan pour l'année 2022 ? par Erwan Gautier, Bloc-notes Éco, Janvier 2023

* La récente hausse du taux d'emploi est une particularité française par Pierre Sicsic Antoine Lalliard Cristina Jude, Bloc-notes Éco, Mars 2022

* Télétravail et immobilier d'entreprise par Dorian Henricot Thomas Garcia Jean-Benoît Eymeoud, Bloc-notes Éco, Février 2022

Oeconomicus a sélectionné pour vous :

* La flexibilité du marché du travail : droit, marché et innovation (1/2)

* Droit du travail : économie politique et effets empiriques (2/2)

* Coût du travail français : doit-on le diminuer ? Un tour d'horizon des recherches en économie du travail

* Faut-il envier la flexibilité du marché du travail américain en temps de pandémie ?

* Finances publiques françaises, une simple question d'économie de dépenses ? État des lieux et réflexion sur la politique budgétaire française

* La Gig Economy : un modèle de travail viable post-COVID 19 ?

* Pourquoi la croissance potentielle ralentit-elle en France ?

Combler notre retard d'investissement

Salle : UCLy
Amphithéâtre Mérieux
10 place des Archives - 69002 Lyon

Mercredi 15 novembre 2023 - 14:00 - 15:30

Modérateur / Modératrice : Jean-Pierre Vacher (Directeur, Lyon Décideurs)

Participants : Patrick Artus (Conseiller économique de Natixis et Professeur, PSE) ; Maya Bacache-Beauvallet (Membre du Collège, ARCEP) ; Gilbert Cette (Professeur, NEOMA Business School) ; Jean Pisani-Ferry (Titulaire de la chaire Tommaso Padoa-Schioppa, Institut universitaire européen de Florence)

Présentation :

Le taux d'investissement net (hors amortissement du capital) des entreprises de la zone euro n'est que de 2 % du PIB contre 4 % du PIB aux Etats-Unis. Cela

explique une partie importante du déficit de croissance de la zone euro. La transition énergétique et les investissements technologiques donnent l'opportunité à la zone euro de rattraper ce retard d'investissement ; mais l'environnement macro-économique le permettra-t-il ? En effet, il faut s'attendre au retour des contraintes budgétaires, à la hausse des taux d'intérêt réels et du coût des financements ; la profitabilité des entreprises européennes est beaucoup plus basse que celle des entreprises américaines. Comment alors financer un rattrapage de l'investissement des entreprises en Europe ?

Oeconomicus a sélectionné pour vous :

* Pourquoi la croissance potentielle ralentit-elle en France ?

Une mondialisation heureuse est-elle possible ?

Salle : Lyon 3
Amphithéâtre Malraux
16 Rue Professeur Rollet - 69008 Lyon

Mercredi 15 novembre 2023 - 14:00 - 15:30

Modérateur / Modératrice : Philippe Aghion (Professeur au Collège de France, Chaire «Institutions, Innovation, et Croissance»)

Participants : Bruno Cabrillac (Directeur général adjoint des études et des relations internationales, Banque de France) ; Lionel Fontagné (Professeur, Ecole d'Economie de Paris) ; Isabelle Méjean (Professeure de Sciences Economiques, Sciences Po) ; Hillel Rapoport (Professeur de Sciences Economiques, Ecole d'Economie de Paris (PSE))

Présentation :

Pour 60% des français, la mondialisation est une menace pour la France (Etude 2023 « Fractures française » Ipsos-Sopra Steria). La vision est plus contrastée au niveau européen mais il demeure dans les pays « riches » un sentiment d'effet négatif sur l'emploi et sur les inégalités. L'analyse économique reconnaît qu'il y a des perdants et des gagnants mais en montrant aussi un lien entre le recul de la pauvreté et la participation au commerce international. A ces tensions anciennes viennent s'ajouter les débats sur l'impact environnemental du commerce

international et les conflits géostratégiques qui conduisent à réorganiser les échanges à l'intérieur de blocs rivaux. Plus qu'un phénomène de démondialistation n'est-ce pas un processus de recomposition des chaînes de valeur qui s'engage avec des Etats de plus en plus actifs ?

La Banque de France a sélectionné pour vous :

* Les étapes de l'intégration financière européenne de la France par Iris Chagnaud Jean-Baptiste Gossé Florian Le Gallo Rémy Lecat, Bloc-notes Éco, Janvier 2023

* Mondialisation et incertitude par Olivier de Bandt Jean-Charles Bricongne Lionel Fontagné, Bloc-notes Éco, Février 2021

* La mondialisation a-t-elle accru la synchronisation des cycles économiques ? par Eric Monnet Damien Puy, Bloc-notes Éco, Avril 2017

* La conduite de politique monétaire dans un monde interconnecté par Olivier de Bandt Juan Carluccio David Lodge Javier Perez, Bloc-notes Éco, Décembre 2021

Oeconomicus a sélectionné pour vous :

* "Tout relocaliser n'est pas possible", conversation avec Isabelle Méjean

Vers une nouvelle crise financière ? (Atelier DGESCO)

Salle : Saint-Marc
Salle Sainte-Hélène
10 rue Sainte Hélène - 69002 Lyon

Mercredi 15 novembre 2023 - 14:00 - 15:30

Modérateur / Modératrice : Béatrice Mathieu (Rédactrice en chef. Service économie, l'Express)

Participants : Agnès Bénassy-Quéré (Seconde sous-gouverneure, Banque de France) ; Jacques de Larosiere (Ancien Directeur Général, Fonds Monétaire

International) ; Thierry Philipponnat (Chief Economist, Finance Watch) ; Laurence Scialom (Professeure d'économie, Université de Paris-Nanterre)

Présentation :

2023 fut marquée par le retour sur le devant de la scène des inquiétudes quant à la stabilité bancaire. Silvergate, SVB ou Crédit suisse… les mouvements de retraits massifs de dépôts dans des banques américaines et dans une banque suisse systémique ont remis au-devant de la scène la fragilité des institutions bancaires en période de remontée des taux d'intérêt. De ce point de vue, la temporalité de la crise de 2007-08 interroge : commencée en août 2007 par le gel du marché interbancaire et atteignant son paroxysme en septembre 2008, la crise bancaire puis financière s'étala par vagues successives, chacune entrecoupée du soulagement de penser la crise jugulée. Il est donc légitime de se demander si nous devons craindre un tel scénario. Dans quelques années, les défauts de Silvergate, SVB, Signature et le rachat à bas prix de Crédit Suisse par UBS seront-ils considérés comme ayant marqué le début d'une nouvelle crise bancaire systémique ?

La Banque de France a sélectionné pour vous :

* Évaluation des risques du système financier français - Juin 2023, rapport, Banque de France

* Des marchés en voie de normalisation en 2023 après des épisodes de stress en 2022 par Luis Miguel Tavares, Bloc-notes Éco, Juin 2023

* L'adaptation des assureurs à la hausse de l'inflation par Aurore Cambou Frédéric Ahado Baptiste Moulin Sarah Gandolphe, Bloc-notes Éco, Juillet 2023

* La guerre en Ukraine renforce les interconnexions de marchés par Tristan Jourde, Bloc-notes Éco, Mai 2022

* Prédire les crises financières : un exercice d'équilibriste par Julien Idier Virginie Coudert, Bloc-notes Éco, Mars 2018

* L'impact économique des chocs financiers : le principe du tout-ou-rien par Stéphane Lhuissier, Bloc-notes Éco, Septembre 2018

* Liquidité, solvabilité bancaire et crise financière : quelle relation ? par Olivier de Bandt Sandrine Lecarpentier Cyril Pouvelle, Bloc-notes Éco, Juillet 2020

Oeconomicus a sélectionné pour vous :

* La régulation financière face aux crises

* Leaning against the wind, politique miracle contre les crises ?

L’entrepreneuriat au féminin (Conf. OFF)

Manifestation Jeco off
Salle : Banque de France 4 bis Cours Bayard, 69002 Lyon
Mercredi 15 novembre 2023 - 16:00 - 17:30

Modérateur / Modératrice : Kathie Werquin-Wattebled (Directrice régionale Auvergne-Rhône-Alpes, Banque de France)

Participants : Alexandra Carraz-Ceselli (Fondatrice de L’Equipe des Lyonnes) ; Pauline Gibard (Doctorante en Sciences de Gestion, Université Jean Moulin Lyon 3) ; Sacha Rosenthal (PDG, Groupe XEFI)

Présentation : Quelle place les femmes occupent-elles dans la gouvernance des entreprises ?Quels sont les freins aujourd’hui?Constats et pistes d’action

Tokenisation : révolution de la gouvernance ?

Salle : St Étienne
Salle des Spectacles
Maison de l'Université
10 Rue Tréfilerie - 42000 Saint-Étienne

Mercredi 15 novembre 2023 - 16:00 - 17:30

Modérateur / Modératrice : Laura Petiot (Juriste, Fondatrice, Cabinet LP-CONSULTING)

Participants : Cyril Chambefort (Doctorant en économie au GATE, SHINE) ; Magali Chaudey (Professeure de sciences économiques, GATE Lyon Saint-Etienne, Université Jean Monnet) ; Mark Kepeneghian (CEO, Kriptown) ; Céline Moille (Avocate, Deloitte)

Présentation :

Sous l'impulsion des technologies blockchain, une nouvelle ère s’est ouverte en apportant des changements significatifs dans de nombreux domaines. La finance, l’art, les paiements ou encore le vote ne sont que des exemples de la révolution qui est en train d'apparaître. Ce processus désigné sous le vocable de tokenisation nous renvoie à un nouveau mode de gouvernance décentralisée, basé sur la blockchain et l'utilisation de jetons.
Ainsi, la session sur la tokenisation de l'économie aura à cœur de nous convaincre sur la transformation des dynamiques du pouvoir économique en rendant les décisions plus horizontales, basées sur une prise de décision majoritaire et une transparence totale de l'information pour l'ensemble des acteurs impliqués.

Oeconomicus a sélectionné pour vous :

* À venir : entretien de Pierre Person (Ancien Député et entrepreneur) sur son rapport parlementaire sur les cryptoactifs, "Monnaies, banques et finance : vers une nouvelle ère

Et si le bien-être reculait ?

Salle : MILC
Maison internationale des langues et des cultures
35 rue Raulin - 69007 Lyon

Mercredi 15 novembre 2023 - 16:00 - 17:30

Modérateur / Modératrice : Marguerite Catton (Journaliste, France Culture)

Participants : Jean-Marc Germain (Conseiller du Directeur Général, INSEE) ; Florence Jany-Catrice (Professeur d’économie, Université Lille, Clersé-UMR) ; Fabrice Murtin (Economiste, OCDE, Centre for Well-being, Inclusion, Sustainability and equal Opportunities) ; Mathieu Perona (Directeur exécutif, Observatoire du bien-être du CEPREMAP)

Présentation :

Après avoir stagné pendant près de 10 ans, l’espérance de vie aux États-Unis a baissé de près de 3 ans entre 2019 et 2021, et ce, malgré une croissance moyenne de 2 % depuis 2010. Au-delà de l’effet « covid », ce constat fait écho à celui de Angus Deaton et Anne Case qui ont pointé l’évolution de la mortalité dite

« de désespoir » causée par les suicides ou la surconsommation de drogues ou d’alcool. Historiquement, la croissance économique a indéniablement contribué à l’augmentation de l’espérance de vie, grâce à l’amélioration des conditions sanitaires et à une amélioration du bien-être collectif. Dès lors, comment expliquer ce paradoxe ? Ce constat est-il propre aux États-Unis ou touche-t-il l’ensemble des pays industriels ? Est-il le signe de l’épuisement de la croissance économique à produire du bien-être ? Nous reviendrons notamment sur les mesures du bien-être, et leur lien avec la croissance. Comment évaluer au mieux le bien-être, qui est par définition une notion subjective ? Est-il forcément corrélé au revenu et à la situation économique, et sous quelles conditions ? Quels sont les individus les plus à risque d’être les perdants ? Nous aborderons notamment le rôle des facteurs institutionnels comme le degré d’inégalité ou le fonctionnement du marché du travail, et l’importance du lien social dans la perception du bien-être. Nous tenterons ainsi de comprendre pourquoi certains pays semblent davantage capables concilier croissance et bien-être.

Comment faire repartir l’Europe ?

Salle : UCLy
Amphithéâtre Mérieux
10 place des Archives - 69002 Lyon

Mercredi 15 novembre 2023 - 16:00 - 17:30

Modérateur / Modératrice : Catherine André (Journaliste, Voxeurop)

Participants : Antoine Bouët (Directeur, CEPII) ; Xavier Ragot (Président, OFCE & Directeur de recherches, CNRS) ; Dorothée Rouzet (Cheffe économiste, DG Trésor) ; Guntram Wolff (Directeur, German Council on Foreign Relations)

Présentation :

Le marché unique a fêté ses 30 ans le 1er janvier 2023 et si son bilan reste globalement positif du point de vue économique, il peut paraître un peu passé de mode dans cette période de tensions géopolitiques et de montée du protectionnisme pour faire face à la fois à la sécurité de ses approvisionnements et au défi de la transition écologique. Quelles réponses l’Union européenne et son marché unique peuvent-ils apporter à ces enjeux tant géopolitiques et stratégiques qu’environnementaux ?

La situation géopolitique et macro-économique invite à passer en revue les politiques européennes traditionnelles (concurrence, commerce international, euro) pour voir ce qui est encore adapté et à préserver, et ce qui devrait être modifié ou ajouté. En gardant à l'esprit les nouvelles pistes qui ont été ouvertes ces dernières années : pacte vert européen et relance budgétaire commune via le programme Next Generation EU. Ainsi que le projet de réforme du cadre budgétaire européen et des règles qui l'accompagnent.

La mécanique de l'inflation a-t-elle changé ? (Atelier DGESCO)

Salle : Saint-Marc
Salle Sainte-Hélène
10 rue Sainte Hélène - 69002 Lyon

Mercredi 15 novembre 2023 - 16:00 - 17:30

Modérateur / Modératrice : Vincent Bignon (Chercheur conseiller sénior à la direction de la communication, Banque de France et Professeur, Université d'Aix-Marseille – école d'économie de Marseille)

Participants : Xavier Debrun (Chef du département des études, Banque Nationale de Belgique) ; Olivier Garnier (Directeur Général des statistiques, des études et de l'international, Banque de France) ; Anne Perrot (Inspectrice générale des finances) ; Julien Pouget (Chef du département de la conjoncture, INSEE)

Présentation :

Va-t-on vers un nouveau régime d'inflation ? Cette interrogation combine des questions conjoncturelles et des enjeux plus structurels. La première question concerne le processus actuel d'inflation, d'origine au départ essentiellement importée, avec notamment la transmission des prix de l'énergie ou des matières premières aux prix à la consommation. La deuxième porte sur les outils les plus à même de faire baisser l'inflation. Enfin, le troisième enjeu est celui de l'impact des phénomènes extra-économiques (changement climatique, évènements géopolitiques), susceptibles de créer un nouveau régime d'inflation.

Pour préparer cette conférence Julien Pouget vous propose la lecture de son billet de blog sur le site de l'INSEE : Un retour sur l'évolution récente de l'inflation, publié le 27/01/2023

La Banque de France a sélectionné pour vous :

* Transition vers la neutralité carbone : quels effets sur la stabilité des prix ?, Stéphane Dees Annabelle De Gaye Camille Thubin Oriane Wegner, Bulletin de la Banque de France, Avril 2023

* Les négociations de salaire dans le contexte de hausse de l'inflation, Laurent Baudry Erwan Gautier Sylvie Tarrieu, Bulletin de la Banque de France, Avril 2023

* Un nouvel indicateur possible pour mesurer l'inflation sous-jacente en zone euro, Antoine Lalliard Pierre-Antoine Robert, Bulletin de la Banque de France, Mai 2022

* La mondialisation et ses répercussions sur l'inflation, Olivier de Bandt Juan Carluccio, Bulletin de la Banque de France, Juin 2022

* Tribune d'Olivier Garnier dans le Figaro : Inflation : «Pourquoi nous nous dirigeons sans doute vers une nouvelle ère économique», 12/12/2022

* Contribution d'Olivier Garnier dans La Jaune et la Rouge : Évolution de l'inflation : de la grande modération à la grande volatilité, mars 2023

* Pourquoi les prix transmettent plus vite les chocs de grande ampleur par Erwan Gautier Hervé Le Bihan Francesco Lippi, Bloc-notes Éco, Octobre 2023

* La transmission des hausses de taux de la BCE au marché monétaire par Benoît Nguyen Miklos Vari, Bloc-notes Éco, Novembre 2022

* Annonces des banques centrales et anticipations d'inflation des marchés par Sophie Guilloux-Nefussi Cristina Jude Adrian Penalver Urszula Szczerbowicz, Bloc-notes Éco, Mars 2023

* Les hausses de salaires négociés : quel bilan pour l'année 2022 ? par Erwan Gautier, Bloc-notes Éco, Janvier 2023

Brief.Eco a sélectionné pour vous parmi ses articles :

* Infographie - L'inflation en 2022

* Dossier - L'effet de l'inflation sur l'épargne

* Infographie - L'évolution des salaires par rapport à l'inflation

* Dossier - Le prix des produits dans la grande distribution

* Infographie - Le prix des produits de grande consommation

Le travail à l'heure de l'Anthropocène : Travailler Plus, Travailler moins, Travailler mieux ?

Salle : Lyon 2
Grand Amphithéâtre
4 bis, rue de l'Université - 69007 Lyon

Mercredi 15 novembre 2023 - 16:00 - 17:30

Modérateur / Modératrice : Céline Mouzon (Journaliste, Alternatives économiques)

Participants : Maëlezig Bigi (Maitresse de conférences en sociologie, Conservatoire national des arts et métiers) ; Thomas Coutrot (Chef du département Conditions de travail et santé , Dares, Ministère du travail) ; Pierre-Noël Giraud (Professeur d'économie, Mines ParisTech et Paris Dauphine)

Présentation :

Le compromis social fordiste reposait sur une étroite corrélation entre la croissance, l'emploi, et l'amélioration des conditions de vie matérielle permises par l'invention d'une « propriété sociale ». Son corolaire était, de manière plus ou moins explicite, l'acceptation de conditions de travail tayloriennes, fondées sur une hiérarchie stricte, et une absence complète d'autonomie au travail, et de « sens » du travail conçu comme « prescrit ». Ce compromis est révolu. Révolu, peut-être, car les conditions macroéconomiques de ce compromis ont été rompues. Révolu, sans doute, par que l'insoutenabilité écologique de la croissance fordiste est maintenant un fait scientifiquement acté : on ne peut plus conditionner l'amélioration du sort des travailleurs à la simple « hausse » de la productivité, de la croissance, de l'emploi… et il n'est pas davantage possible de

traiter aujourd'hui la question de la souffrance au travail en promettant simplement de le « réduire » (sans gain de productivité ce sera bien plus compliqué…).

C'est pourquoi il est grand temps d'ouvrir la boite noire : que faut-il reconquérir dans l'acte de travail pour qu'il soit en lui-même porteur de sens, émancipateur, et objet de réflexion commune ? Comment adapter notre manière d'agir, et donc de travailler, en temps d'anthropocène ?

Brief.Eco a sélectionné pour vous parmi ses articles :

* Dossier - Le rapport au travail

Promouvoir la souveraineté économique

Salle : Lyon 3
Amphithéâtre Malraux
16 Rue Professeur Rollet - 69008 Lyon

Mercredi 15 novembre 2023 - 16:00 - 17:30

Modérateur / Modératrice : Thomas Grjebine (Economiste, CEPII)

Participants : Anne-Sophie Alsif (Cheffe économiste, cabinet BDO France et enseignante en économie, Paris 1 Panthéon-Sorbonne) ; Jean Sébastien Baschet (Directeur des Relations Institutionnelles & Partenariats chez SEQENS) ; Sarah Guillou (Directrice du Département de Recherche Innovation et Concurrence, OFCE) ; Marc Mortureux (Directeur général de la PFA /Filière Automobile & Mobilités, Plateforme)

Présentation :

Avec la pandémie et la guerre en Ukraine, la souveraineté est devenue une préoccupation majeure des États et des citoyens. En mettant en lumière les vulnérabilités que les interdépendances occasionnent, ces chocs ont incité les États à se doter de moyens pour sécuriser les chaînes d'approvisionnement en produits stratégiques. Ils se sont aussi accompagnés d'une prise de conscience des conséquences économiques, sociales et politiques de la désindustrialisation. Sous l'impulsion des États-Unis, une nouvelle mondialisation émerge où le «

consensus de Washington » vacille. Les États sont de retour et, avec eux, les politiques industrielles reviennent sur le devant de la scène. Les grandes puissances se livrent aujourd'hui une concurrence intense et à une surenchère de subventions pour attirer les investissements verts. Dans un contexte de tensions géopolitiques accrues, les États cherchent également à contraindre les choix de localisation des entreprises.

Comment les entreprises appréhendent-elles cet interventionnisme plus marqué de l'État ? La souveraineté est-elle conciliable avec une logique de rentabilité ? Face à la concurrence de pays dont les coûts sont inférieurs ou qui subventionnent massivement leur production, quels sont les atouts des territoires français et européen ? Souveraineté et politique d'attraction des investissements étrangers sont-elles compatibles ? Peut-on concilier souveraineté et environnement ?

Cette table-ronde croisera le regard d'économistes et d'industriels. Une attention particulière sera portée aux secteurs pharmaceutique et de l'automobile, deux secteurs clé pour comprendre les dilemmes associés aux enjeux de souveraineté.

Trésor éco a sélectionné pour vous :

* Vulnérabilité des approvisionnements français et européens par Christophe Bonneau, Mounira Nakaa, 17 décembre 2020

Oeconomicus a sélectionné pour vous :

* Politique industrielle : l'Europe, victime de la vertu?

* Fuites carbones : quand l'UE se fait plombier pour le climat (2/2)

* "Tout relocaliser n'est pas possible", conversation avec Isabelle Méjean

Imprévisibilités et comportements économiques (Conf. OFF)

Manifestation Jeco off

Salle : IAE Lyon 3
Salle 324
iaelyon School of Management - Université Jean Moulin

Campus Manufacture des Tabacs
Cours sud, troisième étage
6 rue Prof Rollet - 69008 Lyon

Mercredi 15 novembre 2023 - 16:00 - 17:30

Président : Marcel Grattesol (Président, Association IAE Lyon-Jéco)

Participants : Bastien Blain (Professeur-Assistant, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne) ; Jean-Marc Chevassus (Maître de conférences associé iaelyon - Université Jean Moulin Lyon 3) ; Jean-François Gajewski (Professeur des Universités, iaelyon - Université Jean Moulin Lyon 3) ; Alan Kirman (Professeur Émérite de Sciences Economiques, Aix Marseille Université et Directeur d'Etudes, Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, Paris) ; Mathieu Plane (Directeur Adjoint Département Analyse et Prévision, OFCE) ; ; Christian Schmidt (Professeur émérite, Université Paris IX Dauphine)

Présentation :

Cette conférence est organisée par notre partenaire "iaelyon School of Management" dans le cadre du festival Off des journées de l'économie.

Les fragilités de l'information et l'imprevisibilite des mouvements économiques, transforment la façon dont les agents économiques appréhendent leur environnement et décident d'agir.

Les nouvelles perspectives ouvertes par l'analyse économique à la lumière du progrès des connaissances sur le fonctionnement cérébral sont discutées dans cette session et appliquées à l'analyse du risque et des incertitudes.

Quels changements pour les mobilités de demain ? (CONF OFF)

Manifestation Jeco off

Salle : ESSCA
ESSCA School of Management - amphi 001 (rdc)
4, Pont Pasteur
69007 Lyon

Mercredi 15 novembre 2023 - 18:00 - 19:30

Président : Marc Prieto (Professeur, ESSCA école de management)

Participants : Naciba Chassagnon (Professeur, ESSCA ; école de management) ; Diane Strauss (Director France, Transport & Environment (T&E)) ; Fabien Walch (Vice President Business Transformation - Volvo Trucks Europe South & West at Volvo Group)

Présentation :

Table ronde autour des premiers résultats du baromètre des mobilités de l'institut ESSCA Transports et Mobilités Durables.

Pour vous inscrire merci d'envoyer un mail à jecoessca@essca.fr.

Les femmes ambassadrices du climat : quelles inégalités et quel pouvoir pour agir ? (Conf. OFF)

Manifestation Jeco off
Salle : Banque de France 4 bis Cours Bayard, 69002 Lyon
Mercredi 15 novembre 2023 - 18:00 - 19:30

Modérateur / Modératrice : Kathie Werquin-Wattebled (Directrice régionale Auvergne-Rhône-Alpes, Banque de France)

Participants : Alexandre Gautier (Directeur général adjoint des Opérations et de la Stabilité Financière, Banque de France) ; Karine Gavand (Directrice des programmes France, European Climate Foundation) ; Oriane Wegner (Macroéconomiste, Banque de France)

Présentation :

Cette conférence est organisée par notre partenaire "La Banque de France" dans le cadre du festival Off des journées de l'économie.

Pourquoi les femmes sont souvent plus victimes des dérèglements climatiques dans le monde ?Comment les femmes peuvent agir concrètement pour favoriser la nécessaire transition climatique ?

La Banque de France a sélectionné pour vous :

* Disparités de genre dans les comportements et les conséquences associés au dérèglement climatique par Oriane Wegner, Bloc-notes Éco, Mars 2023

Europe : Coaliser les États ou unir les hommes ?

Salle : Lyon 3
Amphithéâtre Malraux
16 Rue Professeur Rollet - 69008 Lyon

Mercredi 15 novembre 2023 - 18:00 - 19:00

Modérateur / Modératrice : Emmanuel Cugny (Chroniqueur, éditorialiste économique à Franceinfo: et Président de l'Ajef)

Participants : Sylvie Goulard (Institut franco-allemand (DFI)) ; Jean-Marc Lieberherr (Président, Institut Jean Monnet)

Présentation :

Dans le fond, c’est quoi l’Europe aujourd’hui ? Un champ de bataille où s’affrontent les intérêts des Etats, à coup de diplomatie et de rapports de force ? Ou bien une tentative, unique au monde, de bâtir une démocratie, par-delà les frontières, fondée sur le dialogue et sur des règles ? Est-elle encore à même d’unir des hommes et des femmes dans une communauté de destin dont ils sont les acteurs ?
Jean Monnet avait choisi. Sommes-nous à la hauteur ?

Quelles limites doit-on donner à la propriété privée ?

Salle : Lyon 2
Grand Amphithéâtre
4 bis, rue de l’Université - 69007 Lyon

Mercredi 15 novembre 2023 - 18:00 - 19:00

Modérateur / Modératrice : Franck Marmoz (Vice-président, Université Lyon 3)

Participants : Anne-Laure Delatte (Chercheuse au CNRS, Université Paris Dauphine PSL et membre du CEPR) ; Alain Trannoy (Directeur d'Etudes à l'EHESS, Aix-Marseille School of Economics)

Présentation :

De nombreuses propositions de politique économique concernant notamment la fiscalité, le logement ou la transition écologique posent la question des limites à attribuer à la propriété privée pour atteindre des objectifs de bien commun. Qu'est ce qui peut justifier que l'Etat taxe une partie de la richesse ou du revenu des individus ou contraigne l'acquisition de biens ou de foncier ? Comment déterminer la limite qui différencie la contribution de l'expropriation ? La crise environnementale doit-elle nous amener à reprenser ces limites ?

Questionner trois siècles de croissance

Salle : UCLy
Amphithéâtre Mérieux
10 place des Archives - 69002 Lyon

Mercredi 15 novembre 2023 - 18:00 - 20:00

Modérateur / Modératrice : Jean-Marc Vittori (Editorialiste, Les Echos)

Participants : Pierre-Cyrille Hautcoeur (Professeur, PSE et Directeur d'études, EHESS) ; Joel Mokyr (Professeur d'économie, Northwestern University) ; Mary O'Sullivan (Professeure d'histoire économique, Université de Genève) ; Pierre Singaravelou (Professeur, Université Paris, Panthéon-Sorbonne)

Présentation :

La conférence vise à mettre en débat plusieurs interprétations de la révolution qui a conduit à la modernité et à la domination occidentale sur le reste du monde au XXe siècle. L'interprétation internaliste par une imbrication progressive entre la rationalité des Lumières et les pratiques artisanales est dominante, et sera présentée par Joel Mokyr (Northwestern U.). Une interprétation critique soulignant le rôle des formes d'appropriation et d'exploitation dans le développement du

capital sera présentée en contrepoint par Mary O'Sullivan. L'interprétation de la "grande divergence" (K. Pomeranz) par rapport au reste du monde dans la construction d'une relation d'exploitation tant de l'environnement que des territoires agricoles non-européens sera également discutée par Pierre Singaravelou. La question du rôle des institutions et de la capacité à surmonter les grandes crises sera introduite par Pierre-Cyrille Hautcoeur.

Oeconomicus a sélectionné pour vous :

* Pourquoi la croissance potentielle ralentit-elle en France ?

* À l'écoute du merle Mokyr – Une recension de "La culture de la croissance"

Interview James Galbraith : Existe-t-il encore des débats et controverses entre les économistes ? (En ligne)

Salle : En ligne
Mercredi 15 novembre 2023 - 19:00 - 20:00

Modérateur / Modératrice : Aurore Lalucq (Députée européenne)

Président : Laurence Scialom (Professeure d'économie, Université de Paris-Nanterre)

Participants : James Galbraith (Lloyd M. Bentsen Jr. Chair of Government/Business Relations at the Lyndon B. Johnson School of Public Affairs, University of Texas)

Présentation :

Cette conférence se déroulera uniquement en numérique.

Le dissensus dans la discipline économique s'est-il réduit au cours des dernières décennies appauvrissant les débats entre économistes ? Si oui, tous les domaines de l'économie sont-ils logés à la même enseigne ? N'y a-t-il pas un degré de consensus plus élevé sur les questions microéconomiques que macroéconomiques ? La montée en puissance de l'empirisme en économie, par un recentrage du travail de l'économiste sur l'accès à de nouvelles données et

sur leur traitement ne conduit-il pas à évincer les débats théoriques promouvant une forme d’agnosticisme théorique ? Certaines thématiques telles la soutenabilité écologique, la fin de la mondialisation heureuse et le retour en force sur la scène économique de la géopolitique ou la montée des inégalités et du populisme sont-ils vecteurs d’un renouvellement des débats au sein de notre discipline ? S’ils existent se structurent-ils à l’intérieur des écoles de pensée ou entre celles-ci ? Toutes ces questions nourriront notre discussion avec James Galbraith, économiste américain de renom, très engagé sur les questions de politique économique et portant un regard critique à l’égard de notre discipline.

Une histoire du conflit politique (CONF OFF)

Manifestation Jeco off

Salle : ENS de Lyon
ENS de Lyon (Site Monod)
Amphithéâtre Mérieux
Place de l'École
69007 Lyon

Jeudi 16 novembre 2023 - 09:30 - 11:00

Modérateur / Modératrice : Jonathan Goupille-Lebret (Chargé de recherche, CNRS)

Président : Elisa Mougin (Maitresse de conférences en sciences économique, ENS de Lyon)

Participants : Julia Cagé (Professeure d’Economie, Sciences Po Paris) ; Thomas Piketty (Directeur d'études, EHESS et Professeur à l'Ecole d'économie de Paris)

Présentation :

Vous pouvez suivre la conférence en suivant ce lien
https://www.ens-lyon.fr/lecole/medias-et-presse/lens-de-lyon-en-direct

Qui vote pour qui et pourquoi ? Comment la structure sociale des électorats des différents courants et mouvements politiques a-t-elle évolué en France de 1789 à

2022? En s'appuyant sur un travail inédit de numérisation des données électorales et socio-économiques couvrant plus de deux siècles, Une histoire du conflit politique propose une histoire des comportements électoraux et des inégalités socio-spatiales en France de 1789 à 2022. Pour la première fois, il devient possible de comparer rigoureusement la structure des électorats sur longue période.

Au-delà de son intérêt historique et de la nouvelle base de données qu'il propose, Une histoire du conflit politique permet d'apporter un regard neuf sur les crises du présent et leur possible dénouement.

Building Environmental & Climate Resiliency (CONF OFF)

Manifestation Jeco off

Salle : ESSCA
ESSCA School of Management - amphi 001 (rdc)
4, Pont Pasteur
69007 Lyon

Jeudi 16 novembre 2023 - 09:00 - 10:30

Participants : Hajrah Asif (Public Sector Reforms, the National Accountability Bureau (NAB), Pakistan) ; P.K. Biswas (Dean Research & Quality Initiatives, and Dean Faculty of Management & Commerce, Jagran Lakecity University, Bhopal, India) ; Naciba Chassagnon (Professeur, ESSCA ; école de management) ; Sonia Chikh M'hamed (Associate Professor, ESSCA School of Management, Angers Campus) ; Chhiv Try (Advisor to the Ministry, Director of International Cooperation and ASEAN Department, Director of the National Committee for Tourism, Ministry of Tourism, Cambodia)

Présentation :

La conférence sera en anglais et ne sera pas traduite.

Pour vous inscrire merci d'envoyer un mail à jecoessca@essca.fr.

La sécurité alimentaire mondiale en question

Salle : Lyon 2
Grand Amphithéâtre
4 bis, rue de l’Université - 69007 Lyon

Jeudi 16 novembre 2023 - 09:00 - 10:30

Modérateur / Modératrice : Diane Amberny-Chevalier (Regards croisés sur l’économie)

Participants : Emmanuelle Auriol (Professeur d'économie à la Toulouse School of Economics) ; Hippolyte D'Albis (Professeur, École d’économie de Paris et directeur de recherche, CNRS) ; Pierre Jacquet (Professeur de politique économique, École nationale des Ponts et Chaussées (ENPC).) ; Katheline Schubert (Professeur d'économie, Université de Paris 1 Panthéon-Sorbonne) ; Akiko Suwa Eisenmann (Directrice de recherche, INRAE)

Présentation :

Une personne sur dix dans le monde ne mange pas à sa faim. Ce pourcentage a augmenté depuis 2015 et sera probablement encore à 8% en 2030, la date butoir des objectifs de développement durable qui visaient l’éradication de la faim dans le monde. L’invasion de l’Ukraine et les autres conflits en cours montrent que la sécurité alimentaire a aussi une dimension stratégique. Au-delà du manque de nourriture, la sécurité alimentaire recouvre aussi l’accès à une nutrition bonne pour la santé, obtenue dans des conditions environnementales et sociales permettant de regénérer cette alimentation à l’avenir. Selon cette définition élargie, l’insécurité alimentaire ne se cantonne pas aux pays pauvres mais touche également les populations des pays riches. Comprendre les enjeux de la sécurité alimentaire mondiale conduit à s’interroger sur les modes de production, de transformation et de transport des aliments aujourd’hui ainsi que sur l’évolution des préférences des consommateurs, dans un contexte de changements démographique et climatique. Nous aborderons les multiples dimensions de la sécurité alimentaire, en distinguant cette notion d’autres termes qui lui sont souvent associés, comme l’autosuffisance ou la souveraineté alimentaires

Conférence organisée par le Cercle des Economistes

Oeconomicus a sélectionné pour vous :

* Les inégalités: entre moteur de la croissance et injustices

Agir sur l’urgence alimentaire en Afrique

Salle : UCLy
Amphithéâtre Mérieux
10 place des Archives - 69002 Lyon

Jeudi 16 novembre 2023 - 09:00 - 10:30

Président : Michel Fouquin (Conseiller, CEPII)

Participants : Antoine Bouët (Directeur, CEPII) ; Bruno Cabrillac (Directeur général adjoint des études et des relations internationales, Banque de France) ; Matthieu le Grix (Responsable de la division Agriculture, développement rural et biodiversité, AFD) ; Leysa Maty Sall (Économiste, CEPII)

Présentation :

Le continent africain est touché de plein fouet par les conséquences de l’agression russe sur l’Ukraine. Sa dépendance en approvisionnement alimentaire extérieur est très forte : sur 55 pays 33 importent plus de 90% de leur consommation de blé. En plus du choc des prix sur les produits alimentaires de base s’ajoute celui du prix des fertilisants importés. Avant la guerre 283 millions de personnes souffraient déjà de la faim. La plupart de ces pays importateurs n’ont pas les moyens financiers de faire face à ces coûts.
Par ailleurs l’Afrique est au cœur des luttes d’influence des grandes puissances qui peuvent se servir de cette insécurité pour accroître leur présence.

Oeconomicus a sélectionné pour vous :

* Les inégalités: entre moteur de la croissance et injustices

Penser l’économie face à la perte de biodiversité

Salle : Lyon 3
Amphithéâtre Malraux
16 Rue Professeur Rollet - 69008 Lyon

Jeudi 16 novembre 2023 - 09:00 - 10:30

Modérateur / Modératrice : Fanny Henriet (Directrice de recherche CNRS en économie, Université d'Aix-Marseille)

Participants : Antoine Godin (Économiste - Modélisateur, AFD) ; Morgane Gonon (Doctorant, Chaire Comptabilité écologique du Centre international de recherche sur l'environnement et le développement (CIRED)) ; Aurore Lalucq (Députée européenne) ; Romain Svartzman (Economiste, Banque de France)

Présentation :

L'accélération des crises écologiques - dont la perte de biodiversité - et le dépassement de nombreuses limites planétaires posent des questions encore plus fondamentales à la théorie économique que celles soulevées par le changement climatique. En effet, les multiples pressions humaines sur la biodiversité (via le changement d'utilisation des sols, la surexploitation des organismes, le changement climatique, les pollutions et les espèces invasives) ne peuvent être résumées à un indicateur unique de type CO2-équivalent (comme pour le climat). Les tentatives visant à mettre un prix sur les services écosystémiques rendus par la nature font pour leur part l'objet de nombreux débats méthodologiques et épistémologiques. Dans le même temps, l'IPBES (souvent présenté comme "le GIEC de la biodiversité") souligne l'importance de prendre en compte les multiples valeurs attribuées par différents groupes humains à la nature, ainsi que le besoin de "changements transformateurs" dans nos systèmes socioéconomiques.

Dans ce contexte, cette conférence cherchera à naviguer entre deux questions : comment intégrer la biodiversité dans la théorie économique, et comment penser (ou revisiter) la théorie économique à l'aune de la crise de la biodiversité ? Les intervenants se pencheront sur des questions telles que:
- les rôles et limites des mécanismes de prix dans la protection de la nature
- l'émergence de nouvelles approches telles que la comptabilité écologique
- les outils et modèles existants permettant de mieux saisir la pertinence macroéconomique des enjeux liés à la biodiversité, et les défis méthodologiques qui subsistent
- la prise en compte croissante des enjeux macrofinanciers liés à la perte de biodiversité par des acteurs tels que les banques centrales et superviseurs

---

Trésor éco a sélectionné pour vous :

* Évaluations économiques des services rendus par la biodiversité par V. Bouchet, C. Bourcet, E. Cécillon, S. Lavaud, 09 décembre 2021

La Banque de France a sélectionné pour vous :

* Perte de biodiversité et stabilité financière : une nouvelle frontière pour les banques centrales et superviseurs financiers ?, Salin Mathilde, Svartzman Romain, Biermann Lisa, Concordet Renaud, Grisey Léa, Le Calvar Erlan, Bulletin de la Banque de France, Octobre 2021

* Document de travail n°826 : Un « printemps silencieux » pour le système financier? Vers une estimation des risques financiers liés à la biodiversité en France Par Svartzman Romain, Espagne Etienne, Gauthey Julien, Hadji-Lazaro Paul, Salin Mathilde, Allen Thomas, Berger Joshua, Calas Julien, Godin Antoine, Vallier Antoine, Août 2021

* Échanges dette nature : une double solution pour la soutenabilité environnementale et la dette des pays en développement ?, Paul Quentin, Svartzman Romain, Weber Pierre-François, Bulletin de la Banque de France, Janvier 2023

* Rapport NGFS de septembre 2023 Nature-related Financial Risks: a Conceptual Framework to guide Action by Central Banks and Supervisors

* Matières premières critiques : dépendances et vulnérabilités de l'UE par Violaine Faubert Nathan Guessé Julien Le Roux, Bloc-notes Éco, Octobre 2023

* Perte de biodiversité et stabilité financière par Mathilde Salin Romain Svartzman Étienne Espagne Julien Gauthey Paul Hadji-Lazaro Thomas Allen Antoine Vallier Joshua Berger Julien Calas Antoine Godin, Bloc-notes Éco, Janvier 2022

Oeconomicus a sélectionné pour vous :

* Transition environnementale : le coût d'une action solitaire

* “Quand et combien?”. Agir contre le réchauffement climatique: aperçu d’une controverse académique

* Les banques centrales, acteurs clés de la transition écologique ?

* Le défi de la neutralité carbone face aux énergies

* Fuites carbones : quand l’UE se fait plombier pour le climat (1/2)

* Fuites carbones : quand l’UE se fait plombier pour le climat (2/2)

* L’impossible mise en place d’une taxe carbone juste et efficace ?

* Faut-il coopérer à l’échelle internationale pour transformer notre économie vers un modèle plus vert ? – Une approche par la théorie des jeux<

* Quelle place pour le nucléaire dans la transition énergétique ?

* Existe-t-il une malédiction des ressources renouvelables ?

L' Intelligence Artificielle va-t-elle tuer (ou sauver) les médias ?

Salle : Lyon 2
Grand Amphithéâtre
4 bis, rue de l’Université - 69007 Lyon

Jeudi 16 novembre 2023 - 11:00 - 12:30

Président : Philippe Escande (Editorialiste, Monde)

Participants : Laurence Devillers (Professeure d'informatique, chercheuse CNRS, Sorbonne Université) ; Alexei Grinbaum (Physicien, philosophe, Directeur de recherche. Président du Comité opérationnel d’éthique du numérique, CEA) ; Bruno Patino (Président, Arte) ; Nathalie Sonnac (Professeure de sciences économiques, Université Paris Panthéon-Assas)

Présentation :

On en parle depuis un demi-siècle, mais il a fallu qu’elle sache écrire pour s’imposer en quelques mois comme le plus grand bouleversement technologique mondial depuis l’arrivée d’internet. L’Intelligence artificielle “générative” a déjà

trouvé une première victime, les médias. Elle sait écrire des articles, les raccourcir, trouver des photos, en un clignement d'œil. A quoi vont donc servir les journalistes? Peut être à faire la seule chose qu'elle ignore: distinguer le vrai du faux, citer ses sources…
Mais comment vivre avec cet auxiliaire si encombrant sans perdre sa crédibilité? Comment réguler son activité, voire l'empêcher de prendre le pouvoir? Mais aussi comment, à l'instar d'internet profiter de ses talents exceptionnels?
Comment vivre au quotidien avec l'intelligence artificielle.

Compter autrement pour intégrer l'environnement

Salle : Saint-Marc
Salle Sainte-Hélène
10 rue Sainte Hélène - 69002 Lyon

Jeudi 16 novembre 2023 - 11:00 - 12:30

Modérateur / Modératrice : Isabelle Laudier (Responsable de l'Institut pour la Recherche, Caisse des Dépôts)

Participants : Jean-Michel Beacco (Directeur Général, Institut Louis Bachelier) ; Didier Bruno (Membre du Directoire, Caisse d'Epargne Rhône Alpes) ; Nathalie Lhayani (Directrice de la Politique durable, Caisse des Dépôts et Présidente du Forum pour l'Investissement Responsable) ; Alexandre Rambaud (Maître de conférences et codirecteur de la chaire "Comptabilité écologique", AgroParisTech-CIRED)

Présentation :

Les enjeux du dérèglement climatique imposent d'engager un processus de transformation écologique des activités économiques, ainsi que de leur financement, afin de tenir les engagements de limitation du réchauffement à 1,5 degré et de neutralité carbone à horizon de 2050. Protéger la biodiversité relève de la même nécessité. Ce processus de transformation doit passer par une meilleure connaissance des impacts de la vie économique sur l'environnement, afin de mieux les intégrer dans les modèles économiques pour encourager les

processus de décarbonation ou de préservation de la biodiversité. D'où l'importance de valoriser économiquement ces impacts, et ce via plusieurs méthodologies. Cette table ronde abordera en particulier les enjeux de la comptabilité écologique, mais posera aussi la question des modèles d'investissement pour mettre la finance au service du climat et de la biodiversité. Comment la finance s'empare-t-elle de la question de la mesure des impacts environnementaux ? Quels outils, pour un investisseur, pour mesurer les impacts des portefeuilles ? Telles sont les questions qui seront abordées lors de cette session.

Trésor éco a sélectionné pour vous :

* Évaluations économiques des services rendus par la biodiversité par V. Bouchet, C. Bourcet, E. Cécillon, S. Lavaud, 09 décembre 2021

* Effets économiques du changement climatique par B. Carantino, N. Lancesseur, M. Nakaa, M. Valdenaire, 09 juillet 2020

Oeconomicus a sélectionné pour vous :

* Faut-il coopérer à l'échelle internationale pour transformer notre économie vers un modèle plus vert ? – Une approche par la théorie des jeux

* Transition environnementale : le coût d'une action solitaire

Innover pour lutter contre le sans-abrisme

Salle : Amphithéâtre Benvéniste
Bâtiment Bibliothèque de la MOM

7 rue Raulin 69007 Lyon

Jeudi 16 novembre 2023 - 11:00 - 12:30

Modérateur / Modératrice : Raphaël Ruffier-Fossoul (L'arrière-cour)

Participants : Vincent Aussilloux (Directeur du Département économie de France Stratégie) ; Renaud Payre (Vice président, Métropole de Lyon) ; Etienne Piquet-Gauthier (Directeur général, Entreprise des possibles) ; Hélène Tonetti

(Chargée de Développement bénévole, les Bureaux du Coeur) ; Marion Veziant-Rolland (Directrice, Foyer Notre-Dame des sans-Abris)

Présentation :

Les conférencier·e·s :

1 Poseront un état des lieux sur le sans-abrisme : ampleur et répartition du phénomène ; dispositifs « classiques » existants ; besoins et difficultés ;

2 Établiront un panorama des innovations sociales en matière de lutte contre le sans-abrisme et d'amélioration des conditions de vie des personnes sans-abri ;

3 S'interrogeront sur les principaux obstacles qui empêchent la concrétisation de ces projets innovants (recherche de foncier ; procédures réglementaires ; financements ; acceptabilité du voisinage…) et sur la possibilité de les identifier, de les anticiper et de les contourner dans la mise en œuvre ;

4 S'arrêteront sur la spécificité de l'enjeu financier : quelle ampleur des obstacles liés au modèle économique et au coût de ces dispositifs innovants ; comment y faire face en articulant investissement public / soutien d'acteurs privés ?

Présentation de Hélène Tonetti
Les Bureaux du Cœur permettent à des entreprises d'accueillir un.e invité.e sans domicile, de façon encadrée, pendant 3 à 6 mois, la nuit et le week-end. L'invité.e (étudiant en situation de pauvreté, femme ayant subi des violences conjugales, personne en voie de réinsertion mais qui n'a pas les moyens de se loger…) est autonome, majeur.e, seul.e et sans addiction.
Les Bureaux du Cœur travaillent en partenariat avec des associations qui accompagnent ces personnes vers la réinsertion. La démarche permet donc un point de rencontre entre les acteurs économiques que sont les entreprises (et leurs collaborateurs) et l'économie sociale et solidaire que sont les associations de réinsertion.
Notre raison d'être : permettre à des personnes autonomes de rebondir dans un moment difficile, de se remettre sur pied et de démultiplier les chances de réussite de leur projet. En leur offrant pour quelques mois un cadre de stabilité, de sécurité et d'intimité nous leur permettons de se rapprocher du monde de l'entreprise. C'est l'occasion de socialiser, de bénéficier de la solidarité des collaborateurs et parfois des contacts des dirigeants.
- Une vidéo : https://www.youtube.com/watch?v=8rphIGtafjQ

- Un document pdf
- Site internet : www.bureauxducoeur.org

L’économie à ses frontières

Salle : MILC
Maison internationale des langues et des cultures
35 rue Raulin - 69007 Lyon

Jeudi 16 novembre 2023 - 11:00 - 12:30

Modérateur / Modératrice : Jean-Marc Vittori (Editorialiste, Les Echos)

Participants : Sophie Harnay (Professeure de sciences économiques, Université Paris Nanterre, EconomiX) ; Pierre-Cyrille Hautcoeur (Professeur, PSE et Directeur d'études, EHESS) ; Pierre Michel Menger (Professeur, Collège de France, et directeur d'études, Ehess) ; Gaël Plumecocq (Chargé de Recherches en économie, département Sciences pour l’Action et le Développement, INRA)

Présentation :

Pluridisciplinarité, interdisciplinarité, transdisciplinarité : autant d’injonctions actuelles des organismes financeurs de la recherche scientifique et des tutelles académiques en direction des chercheurs en sciences sociales, alors que le monde académique, en particulier en Économie, évolue dans le même temps – paradoxalement ? – vers une hyperspécialisation scientifique croissante. Quel est l’impact de l’injonction à l’ouverture vers les autres disciplines sur le fond et les méthodes de l’analyse économique ? Quelles sont les frontières de l’analyse économique et en a-t-elle seulement encore ? L’ouverture pluridisciplinaire de l’analyse économique induit-elle aujourd’hui un renouveau de ses méthodes, de ses concepts et de ses objets de recherche, ou cette ouverture est-elle uniquement cosmétique et artificielle, et favorisée par exemple par des biais de publications pluridisciplinaires de façade ? Autant de questions qui structureront cette table ronde qui s’intéressera donc aux relations de l’analyse économique à d’autres disciplines, en posant la question de leurs effets sur les frontières de l’analyse économique.

Marché européen de l’électricité : une erreur ?

Salle : UCLy
Amphithéâtre Mérieux
10 place des Archives - 69002 Lyon

Jeudi 16 novembre 2023 - 11:00 - 12:30

Modérateur / Modératrice : Céline Antonin (Economiste senior à l'OFCE (Sciences Po) et chercheur associé au Collège de France)

Participants : David Cayla (Maitre de conférences en sciences économiques, Université d'Angers) ; Jacques Percebois (Professeur Emérite, Université de Montpellier) ; Katheline Schubert (Professeur d'économie, Université de Paris 1 Panthéon-Sorbonne) ; Thomas Veyrenc (Membre du directoire et Directeur général en charge de l'économie et de la prospective, RTE)

Présentation :

Le marché européen de l'électricité a été créé dans la perspective de stimuler une concurrence devant bénéficier au consommateur en faisant baisser les prix. La spécificité du bien concerné s'est traduite par la fixation du prix par le gestionnaire du réseau au niveau du coût de production de la centrale la plus onéreuse en fonction d'un «merit order» consistant à appeler successivement les centrales de la moins chère à la plus chère jusqu'à satisfaction de la demande. En parallèle, une nouvelle architecture industrielle s'est dessinée avec une séparation entre production, distribution et gestion du réseau et un affaiblissement de l'opérateur historique français EDF. D'autres impératifs se sont ajoutés, comme la subvention aux énergies renouvelables.
L'explosion du prix du gaz naturel a montré les limites de ce système en provoquant une flambée des prix de l'électricité. La forte volatilité des prix spot découragent l'investissement, ce qui aggrave la pénurie d'offre. La coordination de l'offre et de la demande censée stabiliser les prix ne fonctionne pas. Dès lors, comment repenser l'organisation du marché de l'électricité ? Faut-il renoncer au principe de concurrence dans le cas d'un monopole naturel ? Mettre en place un système d'acheteur unique ? Est-ce compatible avec la subvention donnée aux EnR ? Quelle place pour le nucléaire ?

Les intervenants vous conseillent pour préparer votre conférence :

* Synthèse du bilan provisionnel RTE, édition 2023

* Note du Conseil d’Analyse Economique : D. Bureau, J.M. Glachant et K. Schubert (2023), Le triple défi de la réforme du marché européen de l’électricité, Les notes du Conseil d’Analyse Economique, n°76.

* Note des Économistes Atterrés : D. Cayla (2023), Comment et pourquoi le marché de l’électricité a déraillé ?, Note des économistes atterrés.

La fabrique de l'industrie vous propose pour préparer cette conférence plusieurs de leurs publications :

* Crise énergétique en Europe et protectionnisme américain – La réindustrialisation compromise ? Note juin 2023, 140p

* Couvrir nos besoins énergétiques : 2050 se prépare aujourd’hui Note décembre 2022, 175p

* Le nucléaire, clé d’un mix électrique économiquement supportable, Synthèse de La Fabrique, décembre 2022, 4p

* L’industrie face aux prix de l’énergie – Les marchés européens sont-ils en défaut ? Note novembre 2022, 96p

* Facture énergétique : un coûteux manque d’autonomie, Synthèse de La Fabrique, novembre 2022, 4p

---

Oeconomicus a sélectionné pour vous :

* Le défi de la neutralité carbone face aux énergies

Brief.Eco a sélectionné pour vous parmi ses articles :

* Dossier - Le prix de l'électricité en Europe

* Définition - marché européen de l'électricité

Qui paye l’inflation importée ?

Salle : Lyon 3
Amphithéâtre Malraux
16 Rue Professeur Rollet - 69008 Lyon

Jeudi 16 novembre 2023 - 11:00 - 12:30

Modérateur / Modératrice : Gilbert Cette (Professeur, NEOMA Business School)

Participants : Agnès Bénassy-Quéré (Seconde sous-gouverneure, Banque de France) ; Denis Ferrand (Directeur Général, Rexecode) ; Mathieu Plane (Directeur Adjoint Département Analyse et Prévision, OFCE) ; ; Jean-Luc Tavernier (Directeur général, INSEE)

Présentation :

L'augmentation du prix des produits énergétiques importés (gaz et pétrole) et de certaines matières premières à partir de la fin 2021 et sur l'année 2022 correspond à une dégradation des termes de l'échange qui est l'une des causes de la crise inflationniste encore en cours. Cette augmentation constitue un prélèvement sur l'économie française qui réduit en conséquence le revenu distribuable aux agents. Qui doit et qui peut payer ce prélèvement ? L'Etat ? mais cela alourdirait la dette publique déjà importante. Les entreprises ? Mais cela dégraderait leur situation financière et affaiblirait l'investissement et l'emploi. Les ménages ? Mais lesquels précisément ? Les mécanismes institutionnels comme l'indexation des prestations et du salaire minimum sur l'inflation ne contraignent-ils pas fortement le mode de financement du prélèvement extérieur ? Les modalités de l'absorption du prélèvement peuvent être lourdes de conséquences sur les perspectives de croissance. La session abordera ces diverses questions, et s'intéressera aux singularités éventuelles de l'économie française dans les modalités de cette absorption et leurs conséquences.

Trésor éco a sélectionné pour vous :

* Répartition des pertes dues à la dégradation des termes de l'échange énergétiques par Guillaume Clavères, 07 décembre 2022

La Banque de France a sélectionné pour vous :

* Tribune d'Agnès Bénassy-Quéré : Marges au pas de course ?

* La Chine allège sa facture énergétique grâce au pétrole russe décoté par Karine Ishii Camille Macaire Arthur Stalla-Bourdillon, Bloc-notes Éco, Septembre 2023

* Dynamique et implications de la récente hausse des prix du blé par Raj Rajesh Paul Vertier Thibault Lemaire Arthur Stalla-Bourdillon Aude Le Métayer, Bloc-notes

Décider en situation d’incertitude : les leçons du COVID (Conf. OFF en ligne)

Manifestation Jeco off
Salle : En ligne
Jeudi 16 novembre 2023 - 14:00 - 16:00

Modérateur / Modératrice : Cyril Kretzschmar (Président du Conseil stratégique et de Surveillance, ENVIE Rhône Alpes)

Participants : Sandra Bertézène (Professeure titulaire de chaire, CNAM-Paris) ; Patrick Cohendet (Professeur titulaire en économie, HEC Montréal) ; Georges Képénékian (Médecin, Président, Institut Santé et Territoires) ; Kathy Malas (Responsable du Pôle d'innovation, IA et Projets en santé, CHU de Montréal) ; Philippe Michel (PU PH Hospices civils de Lyon, Directeur de la Direction Qualité Usagers et Santé Populationnelle) ; David Vallat (Professeur des Universités en sciences de gestion, Sciences Po Lyon et chercheur au laboratoire Magellan, IAE de Lyon)

Présentation :

Cette conférence est organisée par notre partenaire "Le centre Jacques Cartier" dans le cadre du festival Off des journées de l'économie.

Vous pouvez suivre la conférence en suivant ce lien
https://us02web.zoom.us/j/86466266753

Décider en situation d’incertitude est une activité relativement courante : c’est le propre du stratège qu’il soit militaire, chef d’entreprise, manager, etc. Ce type de décisions reste néanmoins, d'ordinaire, confinée à certaines instances de direction générale ou d'état-major et certaines situations assez limités dans le temps et dans l'espace. La crise Covid a obligé de nombreux acteur à décider en faible connaissance de cause : lancer un programme de protection physique, engager une campagne de vaccination généralisée, décider d'une période de

confinement, définir des seuils de gravité déclenchant l'admission en réanimation, fermer les hôpitaux et établissements aux visites des familles, etc.

Dans de telles situations, qu’est-ce qu’une bonne décision ? Une décision est-elle nécessairement mauvaise si elle n’est pas jugée bonne ? Nos outils d’aide à la décision, comme les plans d’urgence des hôpitaux définis aux niveaux national, zonal, régional et local, sont-ils toujours appropriés ? La crise Covid a été le révélateur si ce n’est d’une difficulté à décider, tout du moins d’une difficulté à justifier les décisions. Décider en situation d’incertitude questionne nos outils d’aide à la décision, nos pratiques de prise de décision et de nos retours d’expérience.

Cette conférence propose de faire le point sur notre capacité à faire face, à décider et à communiquer lors de crises majeures. La théorie du choix rationnel, largement popularisée par les économistes, a été fortement critiquée par Herbert Simon, prix Nobel d’économie et prix Turing. L’apport de Simon à la théorie de la décision mériterait d’être mis en perspective des enseignements récents tirés de la crise Covid. Afin de faire le point sur ce sujet nous proposons de croiser le regard de chercheurs et d’acteurs confrontés à des situations de décision en situations d’incertitude dans deux contextes politiques, économiques et culturels différents, entre Lyon et Montréal.

L’ESS, une radicalité en économie ?

Salle : Saint-Marc
Salle Sainte-Hélène
10 rue Sainte Hélène - 69002 Lyon

Jeudi 16 novembre 2023 - 14:00 - 15:30

Modérateur / Modératrice : Hugues Sibille (Président, Labo de l'ESS)

Participants : Emeline Baume (1ère Vice-présidente de la Métropole de Lyon à l’Économie, emploi, commerce, numérique et commande publique) ; Benjamin Coriat (Professeur émérite de sciences économiques, Université Paris 13) ; Patricia Crifo (Professeure de sciences économiques, École Polytechnique et chercheuse, Crest (CNRS)) ; Lionel Fournier (Directeur du développement durable, Groupe VYV)

Présentation :

Être radical, c’est aller à la racine des choses, s’attaquer aux causes profondes des problèmes plutôt qu’à leurs seuls effets.

Croisant regards d’économistes et d’acteurs politiques et du monde économique, cette table-ronde mettra en débat la radicalité des modèles de l’ESS : peut-elle impulser un changement économique structurel au service d’un projet de société à la fois plus juste et plus durable ou demeure-t-elle une économie réparatrice, simplement correctrice des excès du modèle économique capitaliste ?

Co-organisée avec la Métropole de Lyon, cette table-ronde est proposée par le Labo de l’ESS, la Chaire Terr’ESS de Sciences Po Bordeaux, l’Association des lecteurs d’Alternatives Économiques à l’occasion de la sortie de l’ouvrage « Regards d’économistes sur l’économie sociale et solidaire » (Éd. Le Bord de l’eau)

Dettes publiques : les leçons de l’histoire (conférence dédiée à Daniel Cohen)

Salle : Lyon 3
Amphithéâtre Malraux
16 Rue Professeur Rollet - 69008 Lyon

Jeudi 16 novembre 2023 - 14:00 - 15:30

Modérateur / Modératrice : Antoine Reverchon (Journaliste, Le Monde)

Participants : Vincent Bignon (Chercheur conseiller sénior à la direction de la communication, Banque de France et Professeur, Université d’Aix-Marseille – école d’économie de Marseille) ; Michel Fouquin (Conseiller, CEPII) ; Laure Quennouëlle-Corre (Directrice de recherche, CNRS, Centre de recherches Historiques (CNRS/EHESS))

Présentation :

Cette conférence est dédiée à Daniel Cohen

Que ce soit pour faire face à une agression étrangère, à une crise financière systémique, à une pandémie ou encore aux conséquences du dérèglement climatique, l’État est seul capable d’engager des ressources exceptionnelles dont il ne dispose pas au moment des crises et de garantir leur soutenabilité. La

légitimité politique des dettes publiques c'est la sauvegarde de la souveraineté nationale pour surmonter des crises majeures qui remettent en question l'indépendance et l'avenir même des nations.
Inventées par les cités-États italiennes à partir du XIIe siècle le recours aux dettes publiques perpétuelles se sont répandues en France et en Espagne notamment. Jusqu'au XVIIe siècle les États faisaient régulièrement défaut sur leurs dettes. Ce sont les Provinces Unies qui les premières ont su gérer une énorme dette publique pour financer leur guerre de libération nationale contre l'Espagne puis la conquête des marchés mondiaux sans faire défaut. A leur suite l'Angleterre depuis le XVIIIe siècle puis la France au XIXe siècle parviennent à gérer des dettes énormes en particulier après les deux guerres mondiales, au contraire de l'Allemagne et de la Russie (Révolution d'octobre et éclatement de l'URSS) qui par deux fois ont fait défaut.
Quelles leçons peut-on en tirer pour faire face à l'accumulation exceptionnelle des dettes publiques, qui atteignaient déjà près de 100% du PIB mondial en 2020.

Trésor éco a sélectionné pour vous :

* Taux d'intérêt, croissance et soutenabilité de la dette publique par Guillaume Clavères, 17 octobre 2023

La Banque de France a sélectionné pour vous :

* Vincent Bignon, Pierre Sicsic. Quelles leçons de l'histoire ? ou comment faire face aux fortes augmentations de dette publique ?. Revue d'économie financière, 2022, N° 146 (2), pp.41-66. 10.3917/ecofi.146.0041. hal-03995219

* Podcast de France Culture – Série « Les mirages de la dette » - Un capitalisme sous perfusion : épisode • 1/4 du podcast Les mirages de la dette

* Les racines budgétaires de l'hyperinflation : une perspective historique par Pamfili Antipa, Bloc-notes Éco, Septembre 2023

* Leçons historiques des fortes augmentations de la dette publique par Vincent Bignon Pierre Sicsic, Bloc-notes Éco, Juin 2020

Oeconomicus a sélectionné pour vous :

* Finances publiques françaises, une simple question d’économie de dépenses ? État des lieux et réflexion sur la politique budgétaire française

---

Brief.Eco a sélectionné pour vous parmi ses articles :

* Dossier - Le désendettement des États

L'accès aux médicaments dans les pays à faible revenu

Salle : MILC
Maison internationale des langues et des cultures
35 rue Raulin - 69007 Lyon

Jeudi 16 novembre 2023 - 14:00 - 15:30

Modérateur / Modératrice : Jean-Paul Chapel (Éditorialiste et présentateur des chroniques et journaux télévisés, France 2)

Participants : Pierre Dubois (Professeur de sciences économiques, Toulouse School of Economics) ; Izabela Jelovac (Directrice de recherche, CNRS et Directrice, GATE Lyon St Etienne) ; Marie-Paule Kieny (Présidente du CA de la fondation Medicines Patent Pool) ; Bruno Versaevel (Professeur en sciences économiques, emlyon business school, membre du GATE Lyon Saint-Etienne)

Présentation :

L’accès aux nouveaux médicaments et vaccins, dans le monde en développement, est pénalisé par des revenus limités, une couverture sociale incomplète, ou l’absence d’industrie pharmaceutique locale. Les participants à la table ronde débattent des mesures déjà mises en œuvre, ou proposées par des études récentes, afin d’améliorer l’accès aux produits pharmaceutiques, sans pour autant réduire les incitations à investir dans de nouveaux efforts de recherche et développement. Ces mesures, dont les enjeux sont autant éthiques qu’économiques, renvoient à des politiques tarifaires (copaiements, tarifs préférentiels, prix de référence, ...), ainsi qu’à de nouvelles approches de la propriété intellectuelle, à la conception de génériques plus adaptés, ou à l’émergence de nouveaux producteurs

Impliquer les citoyens dans la décision locale

Salle : Lyon 2
Grand Amphithéâtre
4 bis, rue de l’Université - 69007 Lyon

Jeudi 16 novembre 2023 - 14:00 - 15:30

Modérateur / Modératrice : Sonia Paty (Professeur d’économie, Université Lumière Lyon 2 et membre du GATE Lyon Saint Etienne)

Participants : Erwann Binet (Responsable de la mission démocratie ouverte, Ville de Lyon) ; Guillaume Gourgues (Maître de conférences, Université Lumière Lyon 2) ; Bernadette Guyon-Benoite (Directrice, Algoé Consultants) ; Benoît Le Maux (Maître de conférences en sciences économiques, Université de Rennes)

Présentation :

Face à la montée de l’abstentionnisme depuis plusieurs décennies, il convient de s’interroger sur les déterminants de l’implication des citoyens dans la décision publique locale et d’aider à l’améliorer. Quel impact de la décentralisation sur la participation électorale ? Comment les différentes formes de décentralisation et les différentes modalités de la gouvernance locale pourraient rapprocher les citoyens et les élus au niveau local. Quel système électoral favorise ou porte atteinte à la perception de proximité entre les électeurs d’une part et les élus locaux d’autre part. Quelles modalités de participation permet d’améliorer l’implication des citoyens ?

Pour préparer cette conférence, vous pouvez consulter la page CITIZENS (programme financé par l'ANR permettant de mieux impliquer les citoyens dans la décision publique)

Mobilité quotidienne : financement, accessibilité et transition écologique, un triangle d’incompatibilité ?

Salle : Lyon 3

Amphithéâtre Malraux
16 Rue Professeur Rollet - 69008 Lyon

Jeudi 16 novembre 2023 - 16:00 - 18:00

Modérateur / Modératrice : Gilles Dansart (Journaliste et Directeur, Mobilettre)

Président : Pierre-Yves Péguy (Directeur, LAET)

Participants : Annelise Avril (Directrice Générale France, Grands Réseaux Urbains, Keolis) ; Edouard Henaut (Directeur général France, Transdev) ; Jean-Charles Kollhaas (Vice-Président Métropole en charge des mobilités, Métropole de Lyon) ; Pierre Leviaux (Chercheur, CNRS/LAET) ; ; Philippe Ratto (Directeur Offre Bus et Trolley bus, RATP)

Présentation :

La mobilité quotidienne a profondément évolué au cours des dernières années sous l'effet de l'étalement urbain, de l'évolution des modes de vie et du télétravail. Elle intervient sur des vastes aires urbaines. L'offre de transports et notamment collectifs doit assurer un accessibilité de ces espaces et être suffisamment attractive pour les usagers. Simultanément, cette mobilité doit se transformer dans une perspective de décarbonation nécessitant une transition énergétique couteuse. Les modèles économiques de financement de ces mobilités s'en trouvent sérieusement questionnés.

Etat, Autorités organisatrices, Grands opérateurs de transport et chercheurs répondront à cette question de savoir si ces objectifs sont compatibles et soutenables.

Comment tout réinventer ?

Salle : Lyon 2
Grand Amphithéâtre
4 bis, rue de l'Université - 69007 Lyon

Jeudi 16 novembre 2023 - 16:00 - 18:00

Modérateur / Modératrice : Marie Viennot (Journaliste, France Culture)

Participants : Daron Acemoglu (Professeur d'économie, Massachusetts Institute of Technology) ; Philippe Aghion (Professeur au Collège de France, Chaire «Institutions, Innovation, et Croissance») ; Esther Duflo (Professeur d'économie au Massachusetts Institute of Technology (MIT) et prix Nobel d'économie 2019) ; Virginie Grignola-Bernard (Maire de Bresse Vallons) ; Pierre Michel Menger (Professeur, Collège de France, et directeur d'études, Ehess)

Présentation :

Comment inventer un modèle de développement qui soit durable et en même temps assure une amélioration continue de notre qualité de vie ? Comment rendre nos économies a la fois plus prospères, plus justes et plus vertes ? Comment devenir a la fois plus innovants et plus inclusifs et protecteurs ? Comment adapter nos institutions de façon que la révolution de l'intelligence artificielle conduise a plus de croissance, plus de bons emplois, moins d'inégalités et plus de bonheur au travail ? Comment faire en sorte que l'école redevienne un moteur central de mobilité sociale ? Comment repenser le rôle de l'État, et celui des banques centrales et de la société civile pour donner toutes ses chances a une transition énergétique qui soit a la fois efficace et non punitive ? Comment repenser les institutions et les politiques économiques de l'Union européenne pour répondre aux défis américains et chinois ? Comment à la fois protéger nos valeurs démocratiques et en même temps coopérer avec des régimes non démocratiques sur de grands enjeux tels que le climat, la santé, et le maintien des grands équilibres géopolitiques ?